

Les anarchistes l'antisémitisme et le sionisme

Les textes de cette troisième partie sont moins nombreux que ceux portant sur les marxistes et la question juive, mais n'en sont pas moins denses et riches. L'article de Freddy Gomez (déjà paru dans l'excellent *A Contretemps*) présente un recueil de textes parus en italien *L'anarchico e l'ebreo, storia de un encontro* (L'anarchiste et le Juif, histoire d'une rencontre), aux éditions Eleuthera, dont trois contributions sont ici reproduites : celles de Rudolf De Jong, Sylvain Boulouque et Mina Graur. Deux autres textes (l'un de Sylvain Boulouque et l'autre de Rudolf De Jong) les complètent utilement. Cette partie se conclut par une réflexion de Ronald Creagh (*L'Horreur ethnocratique*) sans compter deux textes de Nestor Makhno qui se défend contre les accusations d'antisémitisme dont il a été l'objet.

Toutes ces contributions (sauf celle de Mina Graur, inédite en français) ont déjà été publiées dans différentes revues ou différents sites (Bibliolib, Recherche sur l'anarchisme, etc.).

Le fait de les avoir réunies ici permettra peut-être au lecteur de mieux connaître les débats de fond autour du sionisme et de l'antisémitisme dans le milieu libertaire (cette question est d'ailleurs abordée aussi dans le *Dossier négationnisme* écrit par les militants suisses de la CNT-AIT pour leur revue : *L'Affranchi* et reproduit dans la quatrième et dernière partie de ce numéro).

Ce qui frappe en lisant tous ces textes c'est à quel point les auteurs libertaires (du moins ceux que nous republions) sont capables de sortir les cadavres de leurs placards et de mettre à nu les tares de leur propre mouvement. Même s'ils n'ont pas de réponse magique ni à la question du sionisme ni à celle de l'antisémitisme dans leurs propres rangs, au moins ont-ils le courage d'affronter le problème. Il nous a été impossible de trouver de tels textes critiques écrits par des marxistes antistaliniens, à part ceux de l'Alliance for Workers Liberty (Sean Matgamma ou Stan Crooke que nous publierons dans un prochain numéro).

Mais si vous en connaissez, n'hésitez pas à nous écrire, nous les publierons ou nous en ferons volontiers l'écho.

L'anarchiste et le juif

L'anarchico e l'ebreo, storia di un incontro.

Textes rassemblés et présentés par Amedeo Bertolo
(Elèuthera, Milan, 2001).

(Cet article est paru dans la revue *A Contretemps*. Pour tout renseignement écrire à
Correspondance : Fernand Gomez, 55 rue des Prairies, 75 020 Paris ou bien se rendre sur le site
<http://www.acontretemps.plusloin.org>)

Une étrange et magique rencontre. » C'est ainsi qu'Amedeo Bertolo caractérise, dans son introduction à *L'anarchico e l'ebreo*¹, la convergence – entre la fin du XIX^e siècle et la moitié du XX^e – de deux traditions apparemment étrangères l'une à l'autre. Et, en effet, entre l'anarchisme et le judaïsme, une rencontre historique eut bien lieu, d'abord dans les régions d'Europe de l'Est, berceau de la culture yiddish, puis, de manière croissante, dans tous les territoires où, fuyant misère et persécution, l'immigration juive est-européenne porta ses pas. En Europe, et davantage encore sur le continent américain, le mouvement ouvrier juif naissant s'organisa dans une large mesure grâce à l'énergie de jeunes anarchistes d'origine juive élevés, pour la plupart, dans la crainte de Dieu et le strict respect des traditions sacrées. Pour tenter d'expliquer le phénomène, A. Bertolo avance plusieurs hypothèses : un messianisme commun aux deux traditions, un même esprit communautaire, un identique attachement au « verbe ». Le messianisme, c'est d'abord la conviction de l'émancipation. L'esprit communautaire, c'est tout à la fois le shtetl ou le ghetto et l'association des communes libres et fédérées. Le verbe, c'est la parole – d'essence divine dans le judaïsme, humaine

dans l'anarchisme –, c'est aussi le récit qui porte l'histoire, en lui restituant sa potentialité libératrice. Cette thématique partagée pourrait, en effet, expliquer la convergence, mais rien n'est simple en la matière, précise à juste titre A. Bertolo. Si « l'anarchisme yiddish » se voulait radicalement athée et positiviste, il exista aussi chez des libertaires juifs « assimilés » d'Europe centrale (Gustav Landauer, Gershom Scholem, Martin Buber) un anarchisme plus « religieux » que matérialiste, plus « mystique » que rationaliste. Si la conviction internationaliste sembla l'emporter, pour un temps, sur la revendication identitaire, l'histoire se chargea de lui redonner toute sa force et l'anarchisme n'en saisit pas toujours toute la portée. Riche d'enseignements, cette étrange rencontre entre le judaïsme et l'anarchisme méritait qu'on la racontât. En remontant à ses sources, en suivant le cours tumultueux de son histoire, en explorant les rêves et les espoirs déçus, c'est à ce travail que se sont attelés les auteurs de ce livre.

À l'origine, explique Furio Biagini², il faut sans doute se tourner vers le hassidisme,

¹ Les travaux qui composent ce recueil ont été préparés pour le colloque « Anarchistes et juifs : histoire d'une rencontre », organisé à Venise, en mai 2000, par le Centre d'études libertaires Giuseppe Pinelli de Milan et le Centre international de recherches sur l'anarchisme (CIRA) de Lausanne.

² Furio Biagini, « Utopie sociale et spiritualité hébraïque » (pp. 19 à 32). F. Biagini, qui enseigne l'histoire et la philosophie du judaïsme à l'université de Lecce, est, par ailleurs, l'auteur de *Nati altrove, il movimento anarchico ebraico tra Mosca e New York*, Pise, 1998, et de *Mussolini e il sionismo*, Milan, 1998. Ajoutons que F. Biagini publie, en introduction de ce volume, un très utile

mouvement mystique populaire qui se développa aux confins de la Pologne et de la Russie au début du XVIII^e siècle, pour y trouver ce lien qui unit l'utopie sociale à une spiritualité hébraïque façonnée par l'exil, le déracinement et la persécution. En professant la vigilance critique contre les pouvoirs négateurs de l'autonomie individuelle et en prônant la révolte des pauvres contre les élites à l'intérieur même des communautés juives, le hassidisme portait en lui, indique F. Biagini, un imaginaire « libertaire » directement issu du prophétisme utopique et révolutionnaire hébraïque et, plus particulièrement, de sa dimension messianique. En s'intéressant plus précisément aux racines de ce messianisme juif, Chaïm Seeligmann³ n'élude pas la complexité du phénomène. S'il rejoint F. Biagini sur cette sorte « *d'anarchisme transcendantal* » exprimé à travers le hassidisme et sur son caractère social, C. Seeligmann s'attache davantage à explorer les manifestations utopiques d'un messianisme qui serait avant tout un espoir de rédemption mêlant à la fois volonté de rénovation et retour à un âge d'or.

« *La critique anti-théologique de l'anarchisme classique*, écrit Enrico Ferri⁴, est essentiellement une critique du principe divin en tant qu'essence et fondement de tout principe d'autorité. » D'où le syllogisme bakouninien : si Dieu existe, l'homme est esclave, mais comme l'homme peut et doit être libre, Dieu n'existe pas. Ce radical athéisme des pères fondateurs de l'anarchie, E. Ferri l'aborde sous le prisme particulier du

historique du « Yiddishland libertaire » (pp. 13 à 18).

³ Chaïm Seeligmann, « Apocalypse, messianisme laïque et utopie » (pp. 45 à 54). C. Seeligmann, membre du kibboutz Givat Brenner, a enseigné à l'université de Jérusalem et de Tel-Aviv.

⁴ Enrico Ferri, « La question juive chez Max Stirner et dans la perspective libertaire » (pp. 33 à 44). E. Ferri enseigne la philosophie du droit à l'université de Rome.

débat sur la « question juive » qui agita la gauche hégélienne allemande (L. Feuerbach, B. Bauer, K. Marx, M. Stirner) et qui eut quelque influence sur Proudhon et Bakounine. Pour E. Ferri, l'œuvre de Stirner révèle une ambivalence entre, d'un côté, la critique méthodique de la tradition judéo-chrétienne comme facteur d'aliénation et de domination et, de l'autre, la certitude – presque magique et, en cela, très proche de l'autre tradition – d'un prochain « *règne de Dieu sur Terre* », pour citer Hegel. Par extrapolation, E. Ferri avance l'hypothèse que l'anarchisme – religion de l'humanité et messianisme sans messie – serait alors plus sûrement anti-théologique qu'anti-religieux et il relève sa perméabilité à une thématique assez largement empruntée à cette tradition judéo-chrétienne qu'il abhorre et qu'on retrouve pourtant dans sa presse, dans ses chansons, dans ses symboles et dans son éternelle croyance au paradis sur Terre.

Que l'on retienne ou non la piste avancée par E. Ferri, il est difficile de ne pas en tirer quelque profit pour tenter de saisir la dimension particulière que prit, à la jonction des deux derniers siècles, en Europe centrale – et seulement là – la rencontre entre la tradition juive et l'utopie libertaire. Michael Löwy⁵ s'attache, précisément, à chercher les points de passage entre ces « *juifs religieux à sensibilité utopique* » et ces « *juifs assimilés, athées-religieux, libertaires* » d'Europe centrale. Pour lui, une convergence spirituelle paradoxale, faite de méfiance du rationalisme bourgeois et de l'idéologie du progrès, mais aussi d'attrance pour l'utopie libertaire, les rapprocha pour un temps (en gros de 1914 à 1923), avant que nombre d'entre eux n'adhèrent au marxisme dans les années suivantes (Ernst Bloch, György Lukács ou Walter Benjamin). Explicitement ou implicitement, précise M. Löwy, tous

⁵ Michael Löwy, « Anarchisme et judaïsme en Europe centrale : le cas Franz Kafka » (pp. 97 à 118). Chercheur et enseignant, M. Löwy est l'auteur de *Rédemption et utopie, le judaïsme libertaire en Europe centrale*, PUF, 1988.

tentèrent, à travers leur expérience propre, de penser une articulation entre le judaïsme et l'anarchisme et de trouver le point de convergence messianique entre le sacré et le profane. Dans cette galaxie, le cas de Franz Kafka – qui est au centre de sa contribution – demeure sans doute atypique. Les témoignages sont suffisamment concordants (Max Brod, Michal Marès, Gustav Janouch) pour affirmer non seulement la sympathie de F. Kafka pour le socialisme libertaire, mais aussi sa participation aux activités du mouvement anarchiste pragoï (réunions du Klub Mladych, manifestation contre l'exécution de Francisco Ferrer en octobre 1909, présence à des conférences sur l'amour libre ou la Commune de Paris). Cependant, si le messianisme juif et l'utopie libertaire sont présents dans l'œuvre de Kafka, c'est toujours sous une forme négative qu'ils se manifestent, par le manque de Dieu et par l'absence de liberté. Complexe, cette œuvre témoigne pourtant, à l'évidence, pour M. Löwy, d'un apparentement à l'état d'esprit libertaire. Très significatives du caractère messianique, romantique et libertaire de ce judaïsme intellectuel d'Europe centrale, les contributions d'Eric Jacobson⁶ sur Gershom Scholem et de Siegbert Wolf⁷ sur Martin Buber et Gustav Landauer permettent d'en saisir la genèse, l'élaboration, la complexité et la richesse. Dans un permanent dialogue et s'enrichissant de leurs divergences – sur la religion, sur le sionisme, sur la conception de l'anarchisme –, les uns et les autres cherchent

⁶ Eric Jacobson, « Anarchisme et tradition hébraïque : Gershom Scholem » (pp. 55 à 76). E. Jacobson travaille au Hans Jonas Zentrum de la Freie Universität de Berlin où il dirige le groupe de recherche sur la tradition juive.

⁷ Siegbert Wolf, « Le seul lieu est la communauté : la relation intellectuelle entre Martin Buber et Gustav Landauer » (pp. 77 à 96). S. Wolf travaille aux archives Bibiographia Judaica de l'université de Francfort et a publié de nombreux travaux sur Gustav Landauer, Martin Buber, Hannah Arendt, Jean Améry et sur la communauté juive de Francfort de 1914 à 1933.

des points communs et forment une véritable communauté spirituelle, tout à la fois fondée sur l'affirmation de l'être juif⁸ et une intime affinité avec l'utopie libertaire.

La question de l'antisémitisme en milieu anarchiste – qui traverse plusieurs textes sur lesquels nous reviendrons – est au centre de la contribution de Rudolf De Jong⁹. « *Par définition anti-libertaire* », l'antisémitisme n'épargna pourtant pas l'anarchisme des origines. Opportunément, R. De Jong nous rappelle les oiseuses et stupides généralités de Proudhon sur les juifs – du même ordre, d'ailleurs, que celles qu'il proféra sur les femmes – et le penchant qu'eut Bakounine pour l'utilisation polémique du terme « juif ». Si la denrée antisémite fut, on le sait, également répartie dans les différentes écoles du socialisme, cela ne saurait constituer pour les anarchistes une excuse, précise R. De Jong, qui ajoute : « *En tant que libertaires, nous devons condamner l'antisémitisme de Proudhon et de Bakounine.* » Le dérapage eut bien lieu, et avec de tragiques conséquences en Russie quand la Narodnaïa Volia (Volonté du Peuple) – qui exerçait une certaine fascination sur les libertaires européens et dans les rangs de laquelle militaient de nombreux juifs – alla jusqu'à lancer des appels aux pogroms. Moins rudes, les dérives verbales des trois Emile français (Janvion, Pataud et Pouget) n'en furent pas moins éloquentes de cette perversion de

⁸ Cette liaison entre « être juif » et radicalité est contestée par Daniel Grinberg, ancien directeur de l'Institut d'histoire juive de Varsovie et actuellement professeur d'histoire des doctrines politiques à l'université de Byalistok. Voir sa contribution sur « Le radicalisme juif en Pologne » (pp. 165 à 178).

⁹ Rudolf De Jong, « Le débat anarchiste sur l'antisémitisme » (pp. 149 à 163). R. De Jong a dirigé, pendant plusieurs années, la section « anarchisme » et « Amérique latine » à l'Institut international d'histoire sociale (IISG) d'Amsterdam. Rédacteur des revues libertaires *Buiten de Perken*, puis *De AS*, il est l'auteur de nombreuses études sur l'anarchisme et sur la révolution espagnole.

l'esprit anarchiste, même si le troisième se rallia finalement à Bernard Lazare, Sébastien Faure et Jean Grave qui figurèrent au premier rang du combat dreyfusard. Phénomène extrêmement minoritaire, cependant, l'antisémitisme fut résolument combattu par les importants penseurs de l'anarchie qui furent Pierre Kropotkine, Rudolf Rocker et Elisée Reclus – ce dernier allant jusqu'à manifester, dans *L'Homme et la Terre*, une certaine sympathie pour l'idée de « *patrie des juifs* », autrement dit pour le sionisme. Cela dit, précise R. De Jong, en considérant l'antisémitisme « *comme un produit de l'obscurantisme (de l'Église)* » et en minimisant les nuisances de « *l'antisémitisme social* », les anarchistes en ont, « *en général, sous-évalué le danger* », et ce jusqu'à ce que les données de base de l'anarchisme traditionnel qui furent « *l'idée de progrès, l'optimisme et la confiance dans l'avenir* » eussent été réduites à néant par le triomphe du nazisme et l'extermination des juifs. La terrible épreuve eut pour première conséquence, chez beaucoup d'entre eux, une prise de conscience « *de l'impuissance du mouvement ouvrier devant la montée du nazisme et du totalitarisme* » et provoqua un élan de solidarité, sinon pour l'État d'Israël, du moins pour la société égalitaire que prétendait promouvoir le mouvement des kibboutzim.

À travers les parcours de Bernard Lazare et d'Henri Dhorr, d'Ida Mett, de Nicolas Tchornbadieff, de Voline et de Jules Chazoff, Sylvain Boulouque¹⁰, de son côté, axe son étude sur les relations qu'ont entretenues les juifs libertaires avec le mouvement français et en définit les deux grandes étapes : une phase

¹⁰ Sylvain Boulouque, « Anarchisme et judaïsme dans le mouvement libertaire français » (pp. 119 à 130). S. Boulouque enseigne à l'université de Reims et a publié diverses études sur le sujet, dont « 1899 : un débat sur le sionisme dans le mouvement anarchiste », in *Bernard Lazare, anarchiste et nationaliste juif*, de Philippe Oriol (Honoré Champion, 1999) et « Les anarchistes, le sionisme et la naissance de l'État d'Israël », in *Gavroche*, n° 101, septembre 1998.

assimilationniste où les juifs libertaires s'identifient sans heurts au mouvement ; une autre, d'affirmation identitaire, où apparaissent certaines zones de conflits, dont la première, liée à l'affaire Dreyfus, est, d'une certaine façon, constitutive de toutes les autres. La sous-évaluation anarchiste de l'antisémitisme, d'une part, et, de l'autre, la progressive affirmation, chez nombre de militants d'origine juive, non seulement d'une identité culturelle, mais également d'un intérêt pour le sionisme, révéleront certaines défiances ou incompatibilités latentes entre libertaires. L'interprétation divergente que suscitera, chez les anarchistes, l'assassinat du « pogromiste » Simon Petlioura par Samuel Schwartzbard, la polémique de 1938 entre Ida Mett et *la Révolution prolétarienne*, la rupture de Jacques Doubinsky et de Nicolas Tchornbadieff avec le groupe des anarchistes bulgares en exil, dans les années 1950, en constituent divers épisodes qui illustrent ces « *territoires de la conflictualité* », dont parle S. Boulouque. « *L'incompréhension du phénomène national, la difficile distinction entre religion et peuple, le conflit entre l'universalisme libertaire et l'appartenance culturelle et nationale* » constituent pour lui autant de raisons qui pourraient expliquer les difficultés de l'anarchisme à saisir et à accepter le particularisme juif.

Sur le continent américain (Nord et Sud), l'arrivée massive de juifs d'Europe de l'Est dans les deux premières décennies du XX^e siècle provoque l'apparition de groupes spécifiquement juifs au sein du mouvement anarchiste. L'Association rationaliste juive, en Argentine, étudiée par Gregorio Rawin et Antonio Lopez¹¹, en fournit un bel exemple. Fondée en 1916, elle s'attache à promouvoir la culture yiddish et se soucie très rapidement de libérer l'immigration juive de toute tutelle

¹¹ Gregorio Rawin et Antonio Lopez, « L'association rationaliste juive : anarchisme et judaïsme en Argentine » (pp. 179 à 186). G. Rawin, qui a milité au sein de l'Association rationaliste juive, et A. Lopez sont des membres actifs de la Biblioteca José Ingenieros, centre d'études historiques du mouvement anarchiste argentin.

religieuse en développant une éducation rationaliste largement inspirée des méthodes de l'École moderne de Francisco Ferrer. La Freie Yidishe Schule assume ce rôle émancipateur. Parallèlement, les libertaires juifs se préoccupent, à travers le journal *Das Freie Worte* (La Libre Parole) et la publication de livres en yiddish (Jean Grave, Francisco Ferrer, Martin Buber, Rudolf Rocker, etc.), de divulguer l'anarchisme au sein de l'immigration juive. Comme le prouve l'étude de Francis Shor¹², l'expérience des anarchistes juifs résidant aux États-Unis, elle aussi, se caractérise par l'importance des réseaux coopératifs qu'ils ont su créer. Fondé à New York en 1911, le Ferrer Center and Modern School donne naissance, en 1915, à l'expérience communautaire de Stelton (New Jersey). Essentiellement composée d'anarchistes de New York et de Philadelphie, juifs immigrants d'Europe de l'Est pour la plupart, la communauté adopte les principes anarcho-communistes de Kropotkine et accorde une priorité à l'éducation libertaire. Minée par les conflits internes, elle cède progressivement du terrain avant de disparaître à la fin des années 1920. Joseph Cohen, un de ses principaux animateurs et rédacteur en chef du quotidien yiddish *Freie Arbeiter Stimme*, est l'initiateur d'une autre expérience communautaire, Sunrise, dans le Michigan, qui eut une vie éphémère (1933-1936) et fut, comme la précédente, victime de dissensions internes – entre individualistes et collectivistes, mais aussi entre identitaires et universalistes. En arrière-fond, là encore, la question du sionisme agita les passions et suscita tout à la fois, chez les libertaires d'origine juive, méfiance et intérêt.

C'est relativement tard que les militants socialistes et anarchistes juifs se sont tournés vers l'idée d'une identité nationale distincte. Dans un XIX^e siècle saturé de nationalismes en formation et de conflits pour

l'autodétermination nationale, ils ont d'abord cru qu'en émancipant la totalité des opprimés, l'universalisme et la révolution sociale résoudraient également le problème juif. Pour Mina Graur¹³, l'ébranlement de cette foi internationaliste fut une double conséquence directe des pogroms russes de 1881-1882 et de l'affaire Dreyfus, en 1894. Nombre d'entre eux penchèrent alors pour une synthèse entre leur idéologie révolutionnaire et la revendication de leur identité nationale. Étudiant ce passage d'une vision strictement internationaliste à un mouvement d'affirmation identitaire, M. Graur revient sur la question de l'antisémitisme chez Proudhon et Bakounine, mais en l'élargissant à celle des différentes attitudes que la revendication nationale juive suscita chez les anarchistes. Quand Pierre Kropotkine recommandait l'assimilation sociale des juifs là où ils se trouvaient en les incitant, comme les Tziganes, à développer leur propre culture, Gustav Landauer, tout en rejetant l'interprétation sioniste de l'autodétermination, considérait, lui, que les juifs avaient atteint un certain niveau d'existence nationale et devaient s'atteler à la construction de communautés socialistes dégagées de tout lien avec l'État. Rudolf Rocker fut directement confronté, dans l'East End de Londres, au progrès des thèses sionistes dans l'immigration juive. S'il acceptait l'idée d'un espace identitaire et culturel juif, il s'opposait à l'idée de souveraineté nationale que sous-tendait toute territorialité géographique. Si rares furent les anarchistes qui acceptèrent le sionisme et la théorie de l'État juif séparé, cette apparente cohérence n'alla pas, comme le prouve M. Graur, sans quelques différences

¹² Francis Shor, « De Stelton à Sunrise : anarchisme juif et communautarisme aux États-Unis » (pp. 187 à 200). F. Schor enseigne à la Wayne State University de Detroit (USA).

¹³ Mina Graur, « Anarchisme et sionisme : débat sur le nationalisme juif » (pp. 131 à 149). M. Graur enseigne à la Hebrew University de Jérusalem et au Jabotinsky Institute de Tel-Aviv. Elle a publié *An Anarchist Rabbi : The Life and Teaching of Rudolf Rocker* (Londres, 1997) et travaille actuellement à un ouvrage sur le mouvement anarchiste d'origine juive aux États-Unis.

interprétatives. Il en fut même certains, comme Bernard Lazare, qui évoluèrent vers le sionisme et d'autres, comme Hillel Solotaroff, qui défendirent l'idée d'un foyer national juif en Palestine constitué de communes indépendantes, incorporées au cadre d'une république fédérative.

Si « le mouvement kibboutznik n'entre pas dans la sphère d'influence de l'anarchisme », affirme Yaacov Oved ¹⁴, il n'en est pas moins vrai qu'il s'est trouvé, « à différentes phases de son histoire », inspiré par lui. Dès les années 1920, précise-t-il, les idées de P. Kropotkine et de L. Tolstoï, mais aussi celles de M. Buber et de G. Landauer, servaient de références théoriques aux premiers membres de Hashomer Hatzair, qui fondèrent le mouvement Hakibbutz Ha'artzi, l'une des trois grandes organisations kibboutzniks. Déclinante dès les années 1930, l'influence libertaire cède peu à peu du terrain. En s'institutionnalisant et en s'intégrant à l'appareil d'État israélien, le mouvement kibboutznik aura même tendance à réécrire l'histoire de ses origines, en tentant d'en gommer la filiation libertaire, mais sans y parvenir tout à fait. À partir des années 1960, souligne Y. Oved, on constate un renouveau de l'intérêt pour l'anarchisme à l'intérieur du mouvement kibboutznik, caractérisé par un réexamen des influences qui préludèrent à son développement et une revalorisation du rôle fondateur qu'y exercèrent les théories du socialisme libertaire.

À travers les parcours d'Emma Goldman, de Milly Witkop-Rocker et d'Hedwig Landauer-Lachmann, « juives au sens de la définition matriarcale du judaïsme orthodoxe », c'est, enfin, le champ peu exploré des relations entre le judaïsme, le féminisme et l'anarchisme qui fait l'objet d'une intéressante contribution de Birgit Seeman ¹⁵. « Chacune d'entre elles, écrit-elle,

dut d'abord se détacher de ses origines. Emma refusa la religion sous toutes ses formes ; son appartenance au judaïsme était de nature affective et libre de tout nationalisme. Milly rompit avec le judaïsme orthodoxe en découvrant, à travers l'anarcho-syndicalisme, une nouvelle vision – laïque – du monde. Hedwig transforma son judaïsme orthodoxe en un messianisme d'inspiration libertaire. » Chacune d'entre elles expérimenta, à partir de sa propre vie, l'oppression individuelle et les trois se tournèrent vers l'utopie libertaire, non pour nier leurs origines, mais pour les émanciper des traditions ancestrales.

En fin d'ouvrage, Audrey Goodfriend, Jean-Marc Izrine ¹⁶, Judith Malina, Hanon Reznikov et Arturo Schwarz s'interrogent sur leur « double identité » de juifs et de libertaires, nous offrant une série de précieux témoignages sur le lien complexe qui unit des hommes et des femmes d'aujourd'hui à cette singulière histoire. On l'aura compris, *L'anarchico e l'ebreo* est, par le sujet qu'il traite et la qualité des contributions qu'il réunit, un livre fort et précieux. Il ne reste plus qu'à souhaiter – et vivement – qu'un éditeur ami se mette à la tâche pour nous en donner une version française.

Freddy Gomez

¹⁴ Yaacov Oved, « L'anarchisme dans le mouvement des kibboutzim » (pp. 201 à 212). Y. Oved exerce à l'université de Tel-Aviv et au Yad Tabenkin Center. Il est, par ailleurs, membre du kibboutz Palmachin.

¹⁵ Birgit Seeman, « Féminisme anarchiste et judaïsme » (pp. 213 à 219). B. Seeman

enseigne les sciences politiques à l'université de Francfort. Elle a publié, entre autres, une biographie d'Hedwig Landauer-Lachmann.

¹⁶ Voir, de Jean-Marc Izrine, *les Libertaires du Yiddishland*, Alternative libertaire-Le Coquelicot, 1998.

Anarchisme et sionisme : Le débat sur le nationalisme juif

(Ce texte a été publié en italien dans l'ouvrage *L'anarchico e l'ebreo, storia di un incontro*, textes rassemblés et présentés par Amedeo Bertolo, Elèuthera, Milan, 2001. Nous remercions l'auteur et l'éditeur de nous avoir autorisés à le traduire et le reproduire. Les intertitres ont été ajoutés par nos soins. Y.C.)

Ce texte analyse les attitudes anarchistes vis-à-vis du nationalisme et examine les différentes réponses fournies à la fois par les anarchistes (juifs et non juifs) à des questions liées à l'identité nationale juive, à la souveraineté politique juive et au sionisme.

En principe, un tel article devrait être très court; dans la mesure où l'anarchisme et le nationalisme sont incompatibles, il semble évident que les anarchistes sont censés s'opposer à toutes les formes de nationalisme, chaque fois qu'ils sont confrontés à ce problème.

Cependant, les compromis idéologiques ne sont pas étrangers aux anarchistes. Dotés d'une saine dose de réalisme, ceux-ci se sont fréquemment rendu compte que la pureté idéologique devait parfois être sacrifiée, soit en vue de faire avancer leurs objectifs finaux, soit afin de fournir des solutions immédiates à des problèmes qui ne pouvaient pas attendre que les conditions soient réunies pour fournir des réponses anarchistes « correctes ».

Le problème de l'identité nationale juive relève exactement de cette situation. Au risque de transgresser les frontières du dogme anarchiste, les anarchistes juifs ont cherché un schéma qui combinerait la théorie anarchiste avec une solution possible à la quête juive d'une identité nationale.

Les Juifs ont commencé à réfléchir au problème d'une identité juive nationale séparée relativement tard ; en fait, ils se sont emparés des thèmes nationalistes seulement après avoir réalisé que l'Émancipation ne pouvait plus être considérée comme une solution adéquate au problème spécifique concernant les Juifs laïcs à une époque féconde en explosions nationales.

L'Émancipation prônait l'idée que, en tant qu'individus, les Juifs devaient bénéficier de tous les droits civiques, politiques et juridiques dont jouissaient les autres citoyens, alors qu'eux, en tant que groupe, qu'entité nationale définie, n'avaient aucun droit. Ainsi, durant un débat à l'Assemblée nationale française, le comte de Clermont-Tonnerre déclara : « Pour les Juifs en tant qu'individus — tout, pour les Juifs en tant que nation — rien. »

Selon lui, les problèmes nationaux des Juifs provenaient du fait qu'ils fonctionnaient dans des conditions anormales — leur peuple était éparpillé entre de nombreux pays, ils parlaient différentes langues, et appartenaient à des cultures variées et disparates ; l'Émancipation devait donc tenter de résoudre le problème juif sur une base individuelle, plutôt que d'offrir une solution collective.

Or, l'Émancipation avait échoué à fournir une réponse adéquate à la quête d'une identité nationale juive dans le monde moderne. Car si l'Émancipation était fondée sur les doctrines universelles de la Révolution française, elle devait faire face à l'environnement exclusif du séparatisme nationaliste.

Moses Hess

Pour Moses Hess, si le judaïsme s'était limité aux confins d'une secte religieuse, l'Émancipation aurait pu résoudre les problèmes des Juifs. Mais, au XIX^e siècle, époque caractérisée par la résurgence du nationalisme, il était impossible de considérer le judaïsme comme une simple religion.

Donc, explique Moses Hess, l'Émancipation crée seulement de nouvelles

tensions entre les Juifs modernes qui souhaitent participer à la vie sociale, politique et culturelle autour d'eux, et la société imprégnée de nationalisme dans laquelle ils vivent — société qui ne considère pas les Juifs comme partie intégrante de sa culture nationale. Ce problème a-t-il une solution ? Dans *Rome et Jérusalem* (1862) Moses Hess propose d'établir une communauté socialiste juive en Palestine où les Juifs pourraient développer leurs capacités nationales tout en créant une société socialiste. La démarche de Moses Hess comporte deux innovations : il perçoit le judaïsme comme une entité nationale (par opposition à la compréhension traditionnelle du judaïsme comme étant seulement une religion) ; et il traite la question juive comme une question nationale.

Au départ, de nombreux révolutionnaires juifs, socialistes comme anarchistes, défendirent les idées universelles communes à la pensée révolutionnaire, idées que Moses Hess lui-même soutenait avant sa conversion nationaliste dans *Rome et Jérusalem*.

Dans *La Sainte Histoire de l'Humanité* (1837), Moses Hess explique encore que les Juifs n'ont d'avenir qu'en tant qu'individus dans le monde moderne, et qu'une solution à la question juive ne peut venir que d'un processus d'assimilation et d'intégration dans le mouvement révolutionnaire socialiste universel.

Mais s'il ne fallut à Moses Hess que relativement peu de temps pour se dégriser et faire face à la réalité, comprendre que les affinités nationales étaient plus profondes et plus fortes que la solidarité de classe, la plupart des révolutionnaires juifs continuèrent à croire pendant une longue période que la révolution sociale, qui allait résoudre les problèmes des masses dans le monde entier, résoudrait également les problèmes spécifiques des Juifs, et ce en dehors de tout contexte national.

Cette solide foi en l'internationalisme fut partiellement remise en cause par des événements comme les pogromes en Russie en 1881-1882 (à l'occasion desquels le groupe révolutionnaire russe Narodnaïa Volia, la Volonté du Peuple, déclara qu'il considérait que la persécution des Juifs représentait une

étape positive sur le chemin de la révolution sociale !), ou l'Affaire Dreyfus, en 1896, durant laquelle une vague d'antisémitisme balaya la France. La frustration qui suivit ces événements poussa de nombreux révolutionnaires juifs à remettre en question la validité de leurs orientations cosmopolites, lorsqu'ils réalisèrent soudain qu'une idéologie socialiste ou anarchiste risquait de ne pas résoudre les problèmes des Juifs de façon satisfaisante. En conséquence, ils commencèrent à chercher le moyen de combiner leur radicalisme avec un sens croissant de leur identité nationale.

Trois approches différentes

On peut distinguer trois approches anarchistes différentes vis-à-vis du nationalisme.

La première est la doctrine anarchiste classique telle qu'elle est exposée par Pierre-Joseph Proudhon et Michel Bakounine. Selon cette approche, les anarchistes doivent renoncer à toute attache nationale et lutter pour la création d'un univers unifié, sans nations. Rudolf Rocker peut lui aussi être considéré comme appartenant à cette tendance classique, même si ses positions permettent certaines déviations, telles que l'expression culturelle limitée contrainte par les traditions nationales.

La deuxième approche anarchiste face au nationalisme est la démarche gradualiste. Selon ses partisans, notamment Pierre Kropotkine, le nationalisme et l'internationalisme servent deux objectifs différents, à des époques différentes du développement historique de l'ordre social idéal. Kropotkine considère le nationalisme comme une force nécessaire dans le processus de libération des peuples de la domination étrangère. Ensuite, une fois qu'ils ont conquis l'indépendance nationale, les peuples peuvent concentrer leurs ressources afin de combattre pour un nouvel ordre mondial selon des principes internationalistes.

La troisième approche, prônée surtout par des anarchistes juifs, tels que Bernard Lazare et Hillel Solotaroff, cherche à prendre en compte tous les aspects du nationalisme.

Formulée comme une réponse à la question juive, cette conception est celle qui se fonde sur les prémices les plus réalistes, car elle reconnaît la puissance du nationalisme et la futilité de la combattre. Néanmoins, cette démarche constitue aussi la brèche la plus grande dans les principes anarchistes.

Proudhon et Bakounine

La doctrine anarchiste classique distingue entre les concepts de « nation » et de « nationalisme ». Tandis qu'elle considère la nation comme un phénomène naturel, qui a le droit d'exister et de développer ses facultés librement et indépendamment des autres nations, elle juge habituellement que le nationalisme représente une idéologie fausse, artificielle et réactionnaire. Il constitue un écran de fumée commode, une diversion utilisée par la classe dirigeante pour canaliser l'impatience des masses vers d'autres directions.

Pierre-Joseph Proudhon croit que les avocats les plus bruyants du nationalisme ne sont que de simples opportunistes qui ont recours aux thèmes nationalistes pour éviter, ou au moins retarder, la révolution économique et sociale.

Michel Bakounine, également, considère le nationalisme comme un outil grâce auquel les prérogatives et les ambitions des dirigeants des États sont promus derrière une façade grossièrement factice de légitimité historique. Il rejette la base universelle du nationalisme, prétendant qu'il s'agit d'un phénomène exclusif, séparatiste, un sentiment manipulateur utilisé pour séparer les peuples les uns des autres, qui contribue par conséquent à freiner toutes les tentatives d'unifier l'humanité.

Par contre, la nation, selon Bakounine, est un produit naturel, organique qui sert à exprimer des attaches sociales légitimes, une extension des liens naturels familiaux et tribaux.

Le révolutionnaire russe ne perçoit qu'un seul danger dans l'existence des nations : leur propension à succomber aux charmes trompeurs du nationalisme.

En ce qui concerne la question juive, les remarques de Proudhon et de Bakounine vont

du paternalisme à l'antisémitisme. Proudhon, par exemple, prétend que les Juifs constituent une race incapable de former un État ou de se gouverner lui-même de façon indépendante. Les Juifs, aux yeux de Proudhon, sont les ennemis jurés de l'humanité et devraient être renvoyés en Asie ou éliminés¹.

Bakounine n'est pas plus prudent lorsqu'il s'exprime sur la question. Selon lui, les Juifs représentent une secte d'exploiteurs, une nation de parasites inadaptés au socialisme, encore moins capables de diriger le mouvement socialiste.

Gustav Landauer

Par opposition à Bakounine, qui presse les anarchistes d'abandonner le faux principe de la nationalité pour celui de l'universalisme, Gustav Landauer considère que la nationalité de chaque être humain constitue une part essentielle de son existence. Un individu, selon lui, peut avoir de nombreuses loyautés et appartenir en fait à des peuples différents. Dans une lettre à l'historien anarchiste Max Nettlau, Landauer se décrit ainsi : « (je suis) d'abord un animal, ensuite un homme, ensuite un Juif, ensuite un Allemand, ensuite un Allemand du Sud et enfin ce Moi spécial² ».

Landauer considère que les Juifs ont atteint un certain niveau de nationalité, dans la mesure où il pense qu'une nation n'a besoin ni d'un langage commun, ni d'un outil d'unité géographique. L'unité la plus importante est celle d'un passé historique commun, que les Juifs possèdent en abondance. Landauer rejette l'idée que le problème juif représente un problème séparé nécessitant une solution séparée. Il partage l'hypothèse anarchiste selon laquelle les problèmes spécifiques des Juifs seront résolus en même temps que les autres problèmes sociaux, une fois que la révolution commencera. Cependant, pour Landauer, l'universalisme socialiste n'est ni une tentative d'éviter le problème de l'antisémitisme, ni une façon de s'échapper vers une vision de l'humanité où les différences nationales disparaîtront.

Au contraire, il rejette les tendances assimilationnistes de la plupart des Juifs allemands ; il insiste sur le fait que les Juifs et les Allemands constituent des peuples

différents, et que tous deux ont les capacités d'apporter des contributions uniques à l'héritage de l'humanité. Mais, pour lui, il est impératif que les contributions spéciales potentielles des Juifs ne soient pas canalisées vers la formation d'un nouvel État.

Le peuple juif possède un avantage sur les autres nationalités : il n'est pas confiné dans les frontières d'un État donné. Ce fait historique ne doit pas être considéré comme un handicap, mais plutôt comme un avantage, car il libère les Juifs du joug du conformisme ; il leur permet de rester un peuple tout en luttant non seulement pour le progrès de leur nation mais pour un futur idéal d'unité universelle. Le fait que les Juifs soient privés d'un territoire les différencie de toutes les autres nations, dans le sens qu'ils ne sont pas attachés au culte de l'État.

Par conséquent, les Juifs sont chargés d'une mission historique destinée à devenir la force motrice soutenant la construction de communautés socialistes n'entretenant aucun lien avec l'État. Cette conception explique l'hostilité de Landauer vis-à-vis du mouvement sioniste ; à ses yeux, celui-ci s'intéresse davantage à construire un État juif qu'à cultiver sa « vocation spéciale de servir l'humanité » — tâche des Juifs de la Diaspora.

Rudolf Rocker

Contrairement à Gustav Landauer, Rudolf Rocker ne considère pas que les Juifs possèdent une entité nationale séparée. Rocker entre pour la première fois en contact avec des révolutionnaires juifs quand il se trouve en exil à Paris. Plus tard, à Londres, il milite dans le mouvement anarchiste juif de l'East End, et devient rapidement son dirigeant et son mentor spirituel — son « rabbin », comme l'un de ses disciples le surnomma. À cause de ses activités dans la communauté juive, Rocker est constamment confronté au phénomène du nationalisme juif et du sionisme, ainsi qu'au problème d'un nouvel État en Israël.

Dans *Nationalisme et culture* (1937), il retrace le développement de l'idée nationale depuis l'aube de l'histoire jusqu'à l'époque moderne. Il conclut que les sentiments

nationaux ne sont ni innés ni naturels. Selon lui, un individu n'est pas lié à une nation de la même façon qu'à une famille ou une tribu. Une personne doit être soigneusement entraînée à penser qu'elle fait partie d'une nation particulière, de la même façon que l'on entraîne quelqu'un à penser qu'il appartient à une église particulière. La conscience nationale n'est rien de plus qu'une construction artificielle, qui ne peut émerger des peuples eux-mêmes et leur est imposée d'en haut. Un peuple est une communauté définie, plus ou moins homogène, existant à l'intérieur de certaines frontières, à une époque donnée.

Contrairement à un « peuple », une nation est un produit artificiel de la société qui résulte des manipulations politiques des élites dirigeant les États, elle n'a pas d'existence indépendante. Selon les définitions de Rocker, les Juifs ne sont ni un peuple ni une nation, car ils ne sont pas assez homogènes pour être classés comme un peuple, et leur seule prétention à former une nation repose sur la possession d'un héritage culturel distinct.

Rudolf Rocker partage également l'attitude négative de Landauer vis-à-vis de l'interprétation sioniste de l'auto-détermination nationale juive. Contrairement à Landauer, cependant, pour qui le sionisme est un problème uniquement théorique, Rocker doit discuter du sionisme tous les jours durant son travail parmi les immigrés juifs dans l'Est End de Londres. Rocker combat sans arrêt l'idéologie bigarrée, composé d'anarchisme et de sionisme, qui prévaut chez les immigrés juifs de Londres. Rejetant la souveraineté nationale pour le peuple juif, Rocker s'intéresse aux suggestions faites par Ahad Ha-am (Asher Tsvi Ginzberg) qui prône l'établissement d'un centre culturel pour les Juifs qui servirait de noyau unificateur pour la vie culturelle juive et viserait à une excellence spirituelle et scientifique. Cependant, tout en approuvant les idées d'Ahad Ha-am sur l'expression culturelle juive, Rocker ne pense pas que ce centre doit être bien défini géographiquement. En effet, la centralisation géographique implique une certaine dose de souveraineté politique, à laquelle il est opposé.

Le débat Yarblum-Kropotkine

Pierre Kropotkine, quant à lui, a défini son attitude vis-à-vis du nationalisme juif et du sionisme dans sa correspondance avec Mark Yarblum³, un anarchiste juif. Dans une lettre ouverte adressée au révolutionnaire russe, Yarblum, qui se définit à la fois comme un anarcho-communiste et un sioniste, demande à Kropotkine d'exprimer son opinion sur le nationalisme en général et sur le sionisme, en tant que mouvement de libération nationale, en particulier. Pour Yarblum, les Juifs ne pourront se développer normalement qu'en formant un État à eux en Palestine. Il ajoute qu'il existe déjà des groupes anarcho-communistes ayant des tendances sionistes et qui aspirent à réaliser les principes anarchistes en créant des communes libres en Palestine.

Dans sa réponse, Kropotkine rejette l'idée d'un État juif, et en particulier l'idée que la souveraineté nationale juive pourrait être rétablie en Palestine. En tant que géographe, il souligne que les difficultés climatologiques de la région rendent l'installation des Juifs en Palestine physiquement impossible. Il note aussi que la Palestine a été désertée par ses habitants au cours de l'histoire, à cause de ses caractéristiques géo-climatologiques arides qui rendent l'accès à l'eau extrêmement difficiles.

Il semble que même Kropotkine ne se soit pas complètement libéré du mythe des caractéristiques nationales immuables, mythe si répandu chez les anthropologues et les philosophes sociaux de la fin du XIX^e siècle et du début du XX^e siècle.

Il remarque en effet qu'une colonisation réussie ne peut être accomplie que par des gens capables de cultiver la terre, qualité qui (d'après Kropotkine) fait défaut aux Juifs, citoyens pendant des siècles, et qui ont surtout gagné leur vie en exerçant la profession de commerçant indépendant ou d'artisan. De plus, il soutient que si les Juifs avaient voulu si désespérément devenir des fermiers, ils auraient pu le faire depuis longtemps, en établissant des colonies dans d'autres parties du monde, comme en Afrique du Sud, où la terre abonde et où le climat est certainement plus hospitalier que celui de la Palestine. Et

enfin, Kropotkine explique que la création d'une nation juive requerrait des déplacements massifs de populations, et un processus de réhabilitation et de reconstruction sur une échelle inimaginable.

En dehors des obstacles matériels évoqués, les principales objections de Kropotkine à l'établissement d'une entité nationale en Palestine proviennent en fait d'une de ses convictions politiques : pour lui, le sionisme est une idée infectée par les principes religieux, plutôt qu'un mouvement laïc de libération nationale.

Kropotkine prend en compte le rôle des mouvements de libération nationale, qu'il considère comme une force positive dans le processus de destruction de la société capitaliste. Les nations qui luttent pour leur libération nationale ne peuvent pas prendre la route de la révolution sociale tant qu'elles se soucient de combattre la domination étrangère. Le rôle des mouvements de libération nationale est donc impératif pour la révolution, car ils abattront l'obstacle empêcher la conscience sociale des travailleurs de s'éveiller. Mais le sionisme, pour Kropotkine, n'est pas un mouvement de libération normal. Il est né et s'est développé à partir des aspirations des Juifs religieux à construire un État théocratique en Palestine. Par conséquent, il craint que la création d'un État juif non seulement soit matériellement difficile, mais aussi extrêmement indésirable d'un point de vue politique, puisque l'investissement de ressources et de sacrifices ne pourra servir qu'à revitaliser des idées anachroniques.

Mark Yarblum, dont la lettre poussa Kropotkine à écrire sur le sionisme, n'est pas d'accord avec ces critiques, et accuse Kropotkine de confondre sionisme et messianisme.

Yarblum pense que si le messianisme est une idée religieuse, pour qui la libération du « Peuple Élu » viendra du transfert des Juifs en Palestine, le sionisme est un idéal révolutionnaire, antireligieux, car pour les sionistes la libération dépend des hommes eux-mêmes et non des actes de Dieu et de son Messie.

Dans sa réponse, Kropotkine reconnaît l'existence de différentes tendances dans le sionisme, mais il explique que le sionisme religieux est le courant le plus important au sein du mouvement sioniste, et que la tendance politique laïque représente une tendance historique insignifiante. Au sionisme, Kropotkine oppose l'assimilation économique et politique des Juifs dans les pays où ils résident. Cependant, il ne prône absolument pas l'assimilation culturelle. Même si une nation ne possède pas son propre État, il n'y a aucune raison qu'elle néglige son héritage national. Au contraire, le développement de leur langue et de leur culture par les nations devrait être considéré comme une contribution importante au progrès global de l'humanité.

Ainsi, Kropotkine, incite les Juifs à développer leur culture et leur folklore national, de même que d'autres nations dépourvues de pays, comme les Ukrainiens ou les Roms. Cette activité peut se dérouler dans les pays où ils résident, sans qu'ils aient besoin de se déplacer. Selon Kropotkine, si le courant politique du sionisme se fixait cet objectif, alors il pourrait devenir un véritable idéal national qui conviendrait aux objectifs des Juifs.

Bernard Lazare

La troisième approche du nationalisme juif a essayé de faire face à la vague montante du nationalisme et de créer une synthèse entre les principes anarchistes classiques et les aspirations nationales des Juifs. Cette synthèse fut formulée par des anarchistes juifs qui comprenaient que l'assimilation, ou même l'autonomie culturelle que recommandait Kropotkine, ne suffiraient pas à résoudre la question juive.

Bernard Lazare fut le premier à travailler dans cette direction. Il incarne l'archétype du Juif assimilé, enraciné dans la société française et étranger à tout ce qui est juif. Cependant, les nombreux incidents antisémites en France qui culminent durant l'Affaire Dreyfus le troublent. Avant l'Affaire Dreyfus, Lazare croyait que le problème national juif serait résolu selon les recettes anarchistes orthodoxes qui soulignaient ses

aspects universalistes. Pour Lazare, si l'antisémitisme doit disparaître, la religion juive doit disparaître d'abord. Ensuite, sécularisés et dénationalisés, les Juifs seront absorbés dans leurs nations d'accueil et cesseront d'exister comme peuple.

À la suite de l'Affaire Dreyfus, Lazare se rend compte qu'il ne suffit pas d'abandonner sa religion et d'abandonner ses traditions pour qu'un Juif soit véritablement assimilé. Bernard Lazare en vient alors à la conclusion que les Juifs doivent cesser d'essayer de s'assimiler au sein d'autres nations, et développer au contraire leur propre conception du nationalisme.

Bernard Lazare considère la nation comme une unité de sentiments, de pensées et d'idées morales, pas une unité de sang. Chaque fois qu'un certain nombre d'individus possèdent un passé commun, des traditions et des idées communes, qu'ils appartiennent au même groupe, ils forment une nation. Les Juifs constituent une nation parce que leur sentiment d'unité provient d'un passé commun partagé. Leur histoire comprend de nombreuses coutumes partagées, dont toutes n'ont pas survécu, mais qui néanmoins ont laissé leur empreinte sur les Juifs, leur donnant une communauté d'habitudes et un cadre de pensée semblable. Ils possèdent aussi à la fois un langage commun et un territoire commun.

Bernard Lazare est le seul anarchiste juif qui juge que les Juifs doivent, en fait, posséder ces deux attributs matériels, dont on juge habituellement qu'ils définissent toutes les autres entités nationales. Le territoire commun, selon Lazare, est le ghetto juif, et l'hébreu le langage commun. Lazare défend une version du nationalisme fondée sur la solidarité de classe. La caractéristique la plus importante de la nation, selon Lazare, c'est sa solidarité nationale, qui survit longtemps après que toutes les autres caractéristiques nationales ont disparu. La conception de la solidarité nationale, selon lui, est une conception très particulière, fondée sur l'appartenance à une classe. Les convictions révolutionnaires de Lazare percent dans la distinction sans équivoque qu'il établit entre riches et pauvres, entre la bourgeoisie juive et

les masses ouvrières juives. Ceux qui forment la nation juive sont les intellectuels, les prolétaires et les pauvres. Lazare en exclut ceux qui appartiennent à la bourgeoisie, qu'il appelle « notre poubelle, nos ordures⁴ ».

Au départ, le nationalisme de Bernard Lazare n'a pas de Sion, il est dépourvu d'adresse géographique concrète pour la nation juive. Comme Landauer, il se préoccupe de créer une nation spirituelle et morale, pas de fonder pratiquement un État. Comme Kropotkine, Lazare pense que, à l'égal d'autres minorités, les Juifs, eux aussi, sont capables de se développer comme une nation à l'intérieur d'une nation. Le nationalisme particulier de Lazare, cependant, se transforme progressivement en une forme de sionisme politique, alors qu'il commence à souligner le besoin d'une base territoriale pour accomplir la réalisation de la souveraineté nationale juive. Lazare se convertit totalement au sionisme en 1897 ; en effet, il pense désormais souhaitable que les Juifs disposent d'un territoire physique, concret, où « l'errant puisse trouver asile, reposer sa tête lourde et étirer ses membres fatigués ». Un an plus tard, en mai 1898, Bernard Lazare pointe finalement son doigt vers la Palestine⁵.

Hillel Solotaroff

Un autre homme essaya lui aussi d'opérer un rapprochement entre l'anarchisme et le nationalisme juif : Hillel Solotaroff, qui émigra de Russie vers les États-Unis en 1882 et milita dans le premier groupe juif anarchiste aux États-Unis, Les Pionniers de la liberté. À la suite du pogrome de Kitchinev en 1903, Solotaroff écrit un article intitulé *Erneste Fragen* ⁶ (Questions extrêmement sérieuses), dans lequel il critique les conceptions anarchistes et cette critique provoquera un schisme idéologique au sein du mouvement anarchiste juif américain. Dans ce texte, il souligne qu'il faut être aveugle pour ne pas réaliser que la force du nationalisme se répand dans le monde entier. Certes, il regrette que les idées prêchées par le socialisme et l'anarchisme ne puissent stopper les explosions antisémites de plus en plus fréquentes.

Mais, selon lui, le temps est venu pour les anarchistes juifs de décider de la position à adopter face aux forces du nationalisme, et de la façon de combiner les nobles idées de la liberté anarchiste et de la vie communautaire avec la prise de conscience inévitable que seule une entité nationale juive pourra empêcher l'extermination physique du peuple juif.

Le dogme anarchiste soutient que la division de l'humanité entre différentes nations est destructive et contraire à la nature. Par conséquent, les anarchistes doivent lutter pour obtenir une unité internationale qui écarte toute variable raciale ou nationale.

Cette position, explique Solotaroff, doit être complètement remise en cause. L'idéal d'une civilisation universelle unifiée n'est pas réaliste. L'humanité se compose de nombreuses nations, petites et grandes, qui ont créé différents systèmes politiques et ont mené chacune une existence nationale unique. Par conséquent, il est irréaliste de proposer une humanité sans nations. Pour Solotaroff, les idées anarchistes concernant l'internationalisme, la fraternité et la solidarité humaine doivent être tempérées par une dose de réalisme. Inciter les Juifs à adhérer strictement au dogme internationaliste de l'anarchisme signifie, en fait, contribuer à la destruction physique du peuple juif. La seule solution logique pour un Juif qui ne souhaite ni s'assimiler à la société chrétienne, ni appartenir au camp de ceux qui considèrent la révolution sociale comme le seul Messie, c'est d'admettre et d'accepter son propre sens du nationalisme.

Placée dans ce contexte, la question juive conduit à une conclusion inévitable : les Juifs doivent lutter pour une existence nationale indépendante, dans un pays qui leur appartienne. La solution de Solotaroff pour la question juive acquiert une tonalité sioniste quand il proclame que la seule région adéquate pour créer un foyer national juif est la Palestine. Cependant, contrairement à la plupart des sionistes, qui ont choisi la Palestine pour sa signification historique, Solotaroff choisit cet endroit parce qu'il perçoit la Palestine comme un endroit où l'économie est sous-développée et l'ordre

social primitif. Pour justifier son choix, Solotaroff dresse une analogie avec les migrations de masse de l'Antiquité. Il observe que, après une conquête, le conquérant s'assimile souvent à la population locale. Et au cours de ce processus, il perd ses coutumes, sa langue et parfois même sa religion. Quelle est la loi d'airain de l'histoire, selon Solotaroff ? Un peuple dont les structures sociales et culturelles sont plus avancées absorbe le peuple moins avancé, même si le peuple culturellement inférieur est plus fort sur le plan militaire.

La même règle s'applique aux temps modernes, notamment à l'émigration juive massive des pays de l'Est européen vers l'Ouest. Les Juifs émigrent généralement vers des pays où la liberté politique et l'égalité sociales sont garanties par la loi. Ces pays sont aussi fortement industrialisés, ce qui facilite l'intégration de l'immigrant dans l'économie de son nouveau pays. Solotaroff approuve l'analyse de Kropotkine à propos des Juifs, peuple de citadins qui ignorent les techniques de base de l'agriculture et du travail de la terre. Il est donc naturel, selon lui, que la plupart des immigrants juifs aient choisi des pays hautement industrialisés. Mais les Juifs nouvellement arrivés sont incapables de créer et d'entretenir la vie culturelle juive dans leur pays d'adoption. Cela vient du fait qu'aux États-Unis, ou en Europe occidentale, les Juifs sont culturellement inférieurs et qu'ils tendent à s'assimiler culturellement à leur nouvel environnement.

En Palestine, la situation est complètement différente. En Palestine, seuls immigreront les idéalistes, ceux qui luttent pour créer un « foyer national juif ». La région est sous-développée sur le plan économique, la vie urbaine ne s'est pas encore épanouie, pas plus que l'industrie ou le commerce. Une telle situation, selon Solotaroff, est idéale, parce que c'est seulement dans un pays économiquement arriéré, qu'un peuple peut revenir à ses racines, créer des colonies agricoles et cultiver la terre, afin d'en finir avec l'image stéréotypée d'un peuple composé uniquement de commerçants et d'usuriers.

Après avoir expliqué que la Palestine constitue l'endroit idéal pour cimenter l'unité nationale juive, Solotaroff décrit le système politique qui conviendrait le mieux à cette nouvelle nation. Selon sa formule quelque peu ambiguë, la future structure politique et sociale de la Palestine se composera d'unités territoriales indépendantes, de communes, qui se fédéreront dans une république fédérale, très semblable à la Suisse. Cette fédération fera partie d'un nouvel ordre mondial, dans lequel des communes organisées sur une base nationale formeront une fédération multinationale.

L'article de Solotaroff détruit l'unité idéologique du mouvement anarchiste juif aux États-Unis, en énonçant les termes d'un débat qui se réduisait en fait à une alternative : soit les Juifs anarchistes soutiennent l'idée d'une souveraineté juive en Palestine, soit ils continuent à défendre une position internationaliste stricte. Un anarchiste juif est-il d'abord anarchiste ou d'abord juif ?

La déclaration Balfour de 1917, la Seconde Guerre mondiale et la création de l'État d'Israël ont provoqué la ré-émergence de ce débat sur la possibilité d'une coexistence entre anarchisme et sionisme. Ce débat s'est manifesté surtout aux États-Unis, où le mouvement anarchiste juif était une force très active et influente parmi les masses immigrées juives.

Après la déclaration Balfour, certains prétendent que de nombreux Juifs anarchistes, parmi lesquels Saul Yanovsky, le rédacteur en chef de *Freie Arbeiter Stimme* (La voix libre des travailleurs), se montrent indulgents envers le nationalisme et se réjouissent à l'idée que les Juifs disposeront d'une patrie en Palestine⁷. Trente ans plus tard, un autre rédacteur en chef de cette même publication fut aussi accusé de succomber aux sirènes du nationalisme. Herman Frank fut vivement attaqué par des membres du mouvement anarchiste. Ceux-ci prétendaient que, depuis qu'il avait pris la direction du journal, celui-ci était devenu plus nationaliste qu'anarchiste et il dut finalement démissionner.

La Seconde Guerre mondiale et l'Holocauste ont évidemment influencé le débat sur les rapports entre anarchisme et

sionisme. Dans un article publié dans la *Freie Arbeiter Stimme* en 1947, Israel Rubin explique que les anarchistes sont opposées au système des États, et doivent donc en principe rejeter aussi la notion d'un État juif. Mais, se demande-t-il, les derniers événements tragiques qui ont frappé les Juifs ne doivent-ils pas inciter les anarchistes à changer leur position ? L'établissement d'un État juif est peut-être une erreur sur le plan idéologique mais quel autre espoir reste-t-il pour les survivants de l'Holocauste ?

La création de l'État d'Israël a marqué la victoire du sionisme sur l'anarchisme dans le débat évoqué ci-dessus. Bien que la *Freie Arbeiter Stimme* ait continué à publier des articles qui s'opposaient théoriquement à l'existence d'un État juif, Israël fut accepté comme une solution nécessaire pour la question juive. Rocker qui vécut assez longtemps pour assister à cette évolution politique, se plaignait que la plupart des anarchistes juifs, aveuglés par les promesses du sionisme, avaient oublié les leçons de l'histoire et croyaient naïvement que le nouvel État allait devenir une exception.

Mina Graur

Notes

1. Georges Lichtheim, « Socialism and the Jews », *Dissent*, juillet-août 1968, p. 322. Voir aussi Edmund Silberner, « Two Studies on Modern Antisemitism », *Historia Judaica*, octobre 1952, pp. 93-118.

2. Martin Buber (sous la direction de), Gustav Landauer : *Sein Lebensgang in Briefen*, Francfort, 1929.

3. Le débat Kropotkine-Yarblum dans *Listki Khleb I Volia*, 7 juin 1807. Pierre Kropotkine, *Noch Vegen Anarchizm un Tsionism*, Kropotkin-Zamelbuch, Buenos Aires, 1947, p. 219.

4. Bernard Lazare, *Haantishemiut*, Vilnius, 1899, pp. 138-139. En français :

5. Bernard Lazare, *Nationalism and Jewish Emancipation*, Job Dunhheap, New York, 1948, pp. 86, 99. En français :

6. Hillel Solotaroff, « Erneste Fragen », *Freie Arbeiter Stimme*, 23 mai 1903 ; « Di Yidishe Aynavanderung in Amerike un in Palestine », *Tsukunft*, octobre 1907.

7. Saul Yanovsky, « Oif der Vach », *Freie Arbeiter Stimme*, 1^{er} décembre 1917.

(Une des façons les plus courantes et expéditives de discréditer l'anarchisme consiste à attribuer la responsabilité de pogromes antisémites à Nestor Makhno, durant les années 20, pendant la guerre civile en URSS, comme le fait Arlene Clemesha dans ce numéro de *Ni patrie ni frontières* — cf. l'article « Trotsky et la question juive ». Il nous a semblé indispensable, face à une accusation d'une telle gravité, de faire au moins connaître la version du principal intéressé quitte à revenir sur la question dans un autre numéro. Y.C.)

Nestor Makhno

Aux Juifs de tous pays

Citoyens juifs! Dans mon premier « Appel aux Juifs », publié par le journal français *Le Libertaire*, j'ai demandé aux Juifs en général, c'est à dire aussi bien aux bourgeois qu'aux socialistes, et même aux anarchistes tels que Yanovsky, qui ont tous parlé de moi comme d'un pogromeur de Juifs et traité d'antisémite le mouvement de libération des paysans et ouvriers ukrainiens que j'ai guidé, de m'indiquer les faits exacts, au lieu de bavarder dans le vide là-dessus: où et quand dans le mouvement précité, avons-nous commis de tels actes?

Je m'attendais à ce que les Juifs en général répondent à mon « Appel » de la manière qui convient pour des gens qui désirent révéler la vérité au monde civilisé sur les gredins, responsables des massacres de Juifs en Ukraine, on bien encore qu'ils s'efforcent de fonder leurs honteux racontars à mon sujet sur le mouvement makhnoviste sur des faits quelque peu véridiques, puis qu'ils m'en fassent part et les diffusent auprès de l'opinion publique.

Jusqu'ici, je n'ai eu connaissance d'aucun fait de ce genre avancé par les Juifs. Tout ce qui a paru jusqu'à présent dans la presse de tout bord, y compris dans certains organes anarchistes juifs, n'a été que le fruit du mensonge le plus éhonté, de la vulgarité de certains aventuriers politiques et de leurs stipendiés, tant à mon propos qu'à celui du mouvement insurrectionnel que j'ai guidé.

D'ailleurs dans ce mouvement, des unités combattantes révolutionnaires composées de travailleurs juifs ont joué un rôle de premier plan. La lâcheté de ces calomnieurs ne me touche pas, car je l'ai toujours méprisée en tant que telle.

Les citoyens juifs peuvent s'en convaincre en constatant que j'ai pas dit un seul mot à propos de la pasquinade d'un certain Joseph Kessel, *Makhno et sa Juive*, roman rédigé à partir de fausses informations sur moi et le mouvement qui m'est lié organisationnellement et théoriquement. L'intrigue de cette pasquinade est extraite du texte d'un obséquieux laquais des bolcheviks, un certain colonel Guéraddimenco, jugé d'ailleurs, il y a peu de temps, par les tribunaux tchèques pour espionnage au profit d'une organisation bolchévique.

Ce petit roman s'est également inspiré des articles d'un journaliste bourgeois, un certain Arbatov, lequel n'a pas craint de m'imputer toutes sortes de violences contre une troupe d'« artistes liliputiens »! Affaire, bien entendu inventée de toutes pièces.

Dans son roman révoltant de mensonges, le jeune écrivain Kessel s'ingénie à me dépeindre d'une manière si odieuse qu'il lui aurait fallu, au moins que dans les passages où il s'inspire des écrits de Guérasimenco et Arbatov, citer ses sources. Dans la mesure où le mensonge joue un rôle principal dans ce roman et que ses sources sont inconsistantes,

ma seule réponse ne pouvait être que le silence.

C'est de manière tout à fait différente que je considère les calomnies qui proviennent d'associations juives, lesquelles veulent donner l'impression à leurs coréligionnaires qu'elles étudient avec soin les actions indignes et criantes d'injustices accomplies contre la population juive en Ukraine et dont ces associations veulent dénoncer les auteurs.

Il y a peu de temps, l'une des associations, qui a d'ailleurs son siège social dans le royaume bolchevik, a édité un ouvrage illustré de photographies sur les atrocités commises contre la population juive en Ukraine et en Biélorussie, cela à partir de matériaux recueillis par le camarade Ostrovsky, ce qui signifie en clair: de source bolchévique. Dans ce document « historique », nulle part il n'est fait mention de pogroms anti-juifs accomplis par la si vantée « Première armée de cavalerie rouge », lorsque venant du Caucase, elle traversa l'Ukraine en mai 1920. En revanche, ce document mentionne un certain nombre de pogroms et publie en rapport des photos d'insurgés makhnovistes, sans que l'on sache ce qu'ils viennent y faire, d'une part, et qui, d'autre part, ne représentent même pas des makhnovistes, comme, par exemple celle qui montre des « makhnovistes en déplacement », précédés d'un drapeau noir orné d'une tête de mort; c'est une photo qui n'a rien à voir avec les pogroms et qui, surtout, ne représente aucunement des makhnovistes.

Une falsification encore plus importante, tant contre moi que contre les makhnovistes, apparaît dans les photographies représentant les rues de la ville d'Alexandrovsk, prétendument dévastées après un pogrom commis par les makhnovistes, en été 1919. Ce grossier mensonge est impardonnable pour l'association juive responsable de la publication, car il est de notoriété publique en Ukraine qu'à cette époque, l'armée insurrectionnelle makhnoviste se trouvait loin de cette région: elle s'était repliée en Ukraine occidentale. En fait, Alexandrovsk a été sous le contrôle des bolcheviks, de février à juin 1919, puis des dénikiens jusqu'à l'automne.

Par ces documents, la société juive d'obédience bolchévique commet une grande bassesse à mon égard et envers le mouvement makhnoviste: n'ayant pu trouver de documents pour nous accuser — au profit de ses commanditaires — de pogroms anti-juifs, elle a recouru à la falsification directe de pièces qui n'ont aucun rapport ni avec moi ni avec le mouvement insurrectionnel. Son procédé mensonger est encore plus flagrant lorsqu'elle reproduit une photo — « Makhno, un « paisible » citoyen » —, alors qu'en fait il s'agit d'une personne qui m'est complètement inconnue.

C'est pour toutes ces raisons que j'ai considéré de mon devoir de m'adresser à l'opinion de la communauté juive internationale afin d'attirer son attention sur la lâcheté et le mensonge de certaines associations juives, tenues en sous-main par les bolcheviks, m'accusant personnellement, ainsi que le mouvement insurrectionnel que j'ai guidé, de pogroms anti-juifs. L'opinion juive internationale se doit de vérifier attentivement la teneur de ces affirmations infâmes, car présenter de telles absurdités n'est pas la meilleure méthode pour établir, aux yeux de tous, la vérité sur ce qu'a subi la population juive en Ukraine, sans tenir compte déjà que ces mensonges ne servent qu'à déformer totalement l'histoire.

Nestor Makhno

Dielo Trouda, n°23-24, avril - mai 1927.

La makhnovstshina et l'antisémitisme

Depuis près de sept ans, les ennemis du mouvement révolutionnaire makhnoviste se sont tellement déchaînés en mensonges à son égard que l'on peut s'étonner que ces gens n'arrivent pas à en rougir au moins de temps en temps.

Il est assez caractéristique que ces mensonges éhontés dirigés contre moi et les insurgés makhnovistes, en fait contre notre mouvement dans son ensemble, unissent des gens provenant de camps socio-politiques très différents: on peut y trouver des journalistes de toutes plumes, des écrivains, des érudits et des profanes qui leur emboîtent le pas, des maraudeurs et des spéculateurs, lesquels n'hésitent pas parfois à se présenter en pionniers des idées révolutionnaires d'avant-garde. On y rencontre également de prétendus anarchistes, tel Yanovsky, du *Freie Arbeiter Stimme*. Tous ces gens de toute sorte et de tous poils, ne craignent aucunement d'user de mensonges contre nous, sans même nous connaître; parfois sans y croire vraiment eux-mêmes. Ces mensonges se complètent d'insinuations, ce qui consiste à crier toujours et partout contre nous, sans tenter d'établir les fondements mêmes de leurs criailleries. En effet, où sont les faits plausibles qui pourraient justifier en quoi que ce soit cette hystérie amoralisée? Tous ces impudents mensonges contre nous, les makhnovistes, nous traitant de pogrommeurs, sans avancer la moindre preuve ni vérifier quoi que ce soit, m'ont amené, il y a peu de temps, à m'adresser, par l'intermédiaire de la presse libertaire et russe, aux Juifs de tous pays, pour leur demander des explications sur les sources de toutes ces absurdités, afin que soient fournis des faits précis de pogromes, d'encouragements ou d'appels à des pogromes commis ou lancés par le mouvement révolutionnaire des travailleurs ukrainiens que j'ai guidé.

Seul, le club bien connu de Paris, le « Faubourg », a répondu à mon « Appel aux juifs de tous pays ». La direction de ce club a fait savoir par la presse que, lors d'une réunion, le 23 juin 1927, le débat porterait sur la question suivante: « Le « général » Makhno a-t-il été l'ami des Juifs ou bien a-t-il participé à des tueries contre eux? » Il y était ajouté que le camarade français Lecoin allait y intervenir en tant que défenseur de Makhno.

Il va sans dire que, si tôt que j'ai appris la tenue de cette assemblée du « Faubourg », je me suis immédiatement adressé au président de ce club, Poldès, en lui demandant par lettre que Lecoin soit écarté de cette question et que la possibilité d'intervenir personnellement devant son club me soit donnée. À la suite d'une réponse positive, je me suis donc présenté le 23 juin 1927 devant l'assemblée de ce club.

Cependant, la méthode particulière de mener les débats dans ce club et la question qui me concernait n'étant traitée qu'en fin de réunion ont fait que je n'ai pu intervenir que fort tard, vers onze heures du soir et n'ai pu m'exprimer à fond. Je n'ai pu tout au plus qu'introduire la question en traitant le caractère historique, les sources et voies de l'antisémitisme en Ukraine.

Mes ennemis se serviront peut-être de cette circonstance indépendante de ma volonté et surtout du fait que je sois ici pieds et poings liés. En effet, selon les lois policières françaises, il m'est interdit de communiquer avec mes camarades d'idées français; par conséquent, il ne m'est pas possible d'organiser moi-même une réunion publique pour m'expliquer à propos de ces calomnies. D'ailleurs, certains ont encore impudemment menti en parlant d'un « procès » qu'on aurait organisé à Paris. Nouvelle mensongère qui a été reprise par mes ennemis, les défenseurs hypocrites du droit et de l'indépendance du

peuple juif, lequel a pourtant tellement souffert au cours de ces dernières trente années en Russie et en Ukraine.

La réalité peut-elle correspondre en quoi que ce soit à ces mensonges? Tous les travailleurs juifs d'Ukraine, ainsi que tous les autres travailleurs ukrainiens savent bien que le mouvement que j'ai guidé durant des années était un mouvement authentique de travailleurs révolutionnaires. Le mouvement n'a nullement cherché à séparer, sur des bases raciales, l'organisation pratique des travailleurs trompés, exploités et opprimés. Bien au contraire, il a voulu les unir en une toute-puissance révolutionnaire, capable d'agir contre leur oppresseurs, en particulier contre les dénikiens profondément pénétrés d'antisémitisme. Le mouvement ne s'est jamais occupé d'accomplir des pogromes contre les Juifs et ne les a jamais encouragés. En outre, il y avait de nombreux travailleurs juifs au sein de l'avant-garde du mouvement révolutionnaire d'Ukraine (makhnoviste). Par exemple, le régiment d'infanterie de Gouliaï-Polié comprenait une compagnie exclusivement composée de deux cents travailleurs juifs. Il y a aussi eu une batterie de quatre pièces d'artillerie dont les servants et l'unité de protection, commandant compris étaient tous juifs. Il y a eu également de nombreux travailleurs juifs dans le mouvement makhnoviste qui, pour des raisons personnelles, préférèrent se fondre dans les unités combattantes révolutionnaires mixtes. Ce furent tous des combattants libres, engagés volontaires qui ont lutté honnêtement pour l'œuvre commune des travailleurs. Ces combattants anonymes possédaient leurs représentants au sein des organes économiques de ravitaillement de toute l'armée. Tout cela peut être vérifié dans la région de Gouliaï-Polié parmi les colonies et les villages juifs.

Tous ces travailleurs juifs insurgés se sont trouvés sous mon commandement durant une longue période, non pas quelques jours ou mois, mais durant des années entières. Ce sont tous des témoins de la façon dont moi, l'État-major et l'armée entière, nous nous sommes comportés à l'égard de l'antisémitisme et des pogromes qu'il inspirait.

Toute tentative de pogromes ou de pillage fut, chez nous étouffée dans l'œuf. Ceux qui se rendirent coupables de tels actes furent toujours fusillés sur les lieux de leurs forfaits. Il en fut ainsi, par exemple, en mai 1919, lorsque les insurgés paysans de Novo-Ouspénovka, ayant quitté le front pour se reposer à l'arrière, découvrirent à proximité d'une colonie juive deux cadavres décomposés, puis les ayant pris pour des insurgés assassinés par les membres de cette colonie juive, s'en prirent à elle et tuèrent une trentaine de ses habitants. Le jour même, mon État-major envoya une commission d'enquête dans cette colonie. Elle découvrit les traces de auteurs de la tuerie. J'envoyai immédiatement un détachement spécial dans ce village pour les arrêter. Les responsables de cette attaque contre la colonie juive, à savoir six personnes dont le commissaire bolchevik de district, furent tous fusillés le 13 mai 1919.

Il en fut de même en juillet 1919, lorsque je me retrouvai pris entre deux feux par Dénikine et Trotsky — lequel prophétisait à ce moment dans son parti qu'il valait « mieux livrer toute l'Ukraine à Dénikine que de donner la possibilité à la Makhnovstshina de se développer » — et qu'il me fallut passer sur la rive droite du Dniepr. Je rencontrai alors le fameux Grigoriev, ataman de la région de Kherson. Induit en erreur par les bruits stupides qui circulaient sur moi et le mouvement insurrectionnel, Grigoriev voulut conclure une alliance avec moi et mon État-major, en vue de mener une lutte contre Dénikine et les bolcheviks.

Les pourparlers commencèrent sous condition de ma part que l'ataman Grigoriev fournisse, dans un délai de deux semaines, à mon État-Major et au soviet de l'armée insurrectionnelle révolutionnaire d'Ukraine makhnoviste, des documents prouvant que tous les bruits qui couraient sur les pogromes commis à deux ou trois reprises par lui à Elisabethgrad étaient dénués de tout fondement, étant donné que, faute de temps, je ne pouvais en vérifier moi-même la véracité.

Cette condition fit méditer Grigoriev puis, en militaire et bon stratège, il donna tout de même son accord. Pour me prouver qu'en

aucun cas il ne pouvait être pogromeur, il se recommanda de la présence auprès de lui d'un représentant ukrainien du Parti socialiste révolutionnaire. Ensuite, tout en m'accusant d'avoir lancé un « appel » contre lui, au nom de mon État-major, où il avait été dénoncé comme ennemi de la révolution, pour démontrer sa bonne foi, Grigoriev me présenta plusieurs représentants politiques qui se trouvaient auprès de lui: Nicolas Kopornitsky, du Parti socialiste révolutionnaire ukrainien.

Cela se passait au moment où je me trouvais dans les parages d'Elisabethgrad avec mon principal détachement de combat. J'estimais de mon devoir de révolutionnaire de profiter de cette circonstance pour élucider moi-même ce que l'ataman Grigoriev avait bien pu commettre lorsqu'il avait occupé cette ville. Simultanément, des agents dénikiens interceptés m'apprirent que Grigoriev préparait à l'insu des travailleurs de Kherson la coordination de ses mouvements avec l'État-major dénikinien, en vue de cette lutte commune contre les bolcheviks.

J'appris des habitants d'Elisabethgrad et des villages avoisinants, ainsi que de partisans des unités de Grigoriev, qu'à chaque fois qu'il avait occupé la ville, des Juifs y avaient été massacrés. En sa présence et, sur son ordre, ses partisans avaient assassiné près de deux mille Juifs, dans la fleur de la jeunesse juive: de nombreux membres des jeunesses anarchistes bolchéviques et socialistes. Certains d'entre eux avaient même été extraits de prisons pour être abattus.

Apprenant tout cela, je dénonçai immédiatement Grigoriev, l'ataman de Kherson — socialiste révolutionnaire entre guillemets — comme un agent de Dénikine et un pogromeur public, directement responsable des actes de ses partisans contre les Juifs.

Lors du meeting de Sentovo, le 27 juillet, Grigoriev fut présenté comme tel et exécuté sur place aux yeux de tous. Cette exécution et ses motifs ont été consignés comme suit: « Le pogromeur Grigoriev a été exécuté par les responsables makhnovistes: Batko Makhno, Sémion Karétnik et Alexis Tchoubenko. Le mouvement makhnoviste prend entièrement sur lui la responsabilité de cet acte devant

l'histoire. » Ce protocole a été cosigné par les membres de l'armée insurrectionnelle et les représentants du parti socialiste révolutionnaire, dont Nicolas Kopornitsky (remarque: les sociaux-démocrates Seliansky et Kolioujny avaient complètement disparu à la suite de l'exécution de Grigoriev).

C'est ainsi que je me suis toujours comporté envers ceux qui avaient commis des pogromes ou qui étaient en train d'en préparer. Les pillards ne furent pas épargnés non plus, que ce soit au sein de l'armée insurrectionnelle ou en dehors. C'est ce qui se produisit, par exemple, lorsqu'en août 1920 deux détachements de tendance chauvine pétliouriste, sous le commandement Levtschenko et Matianycha, se retrouvant encerclés par nos unités, nous envoyèrent des émissaires pour nous proposer de se fondre dans notre armée. L'État-major et moi les reçûmes et acceptâmes leur jonction; cependant, dès que nous nous aperçûmes que les éléments chauvins de ces détachements s'occupaient de pillages et professaient l'antisémitisme, nous les fusillâmes aussitôt, au village d'Averski, dans la province de Poltava. Quelques jours plus tard, leur commandant Matianycha fut également fusillé pour avoir eu un comportement provocateur dans la ville de Zinkov (province de Poltava). Son détachement fut désarmé et la majorité de ses membres renvoyés dans leurs foyers.

En décembre 1920, le même phénomène se renouvela avec des soldats de l'Armée Rouge, lorsque nous soutînmes avec succès les attaques de la cavalerie de Boudienny et défîmes complètement la XI^e division de son armée, auprès du village de Pétrovo, dans le district d'Alexandrovsk, puis la XIV^e division de cavalerie, en faisant prisonnier, cette fois, tout son commandement et son État-major. De nombreux prisonniers de la XI^e division exprimèrent le désir de se joindre à l'armée insurrectionnelle pour combattre les commissaires politiques autocrates, comme ils les appelaient. En traversant la région de Kherson, le village de Dobrovelitchka, dont plus de la moitié de la population était juive, certains cavaliers ex-boudiennistes ou pétliouriens, ayant connaissance au sien de

leurs anciennes unités des rumeurs sur l'hostilité des makhnovistes envers les « youpins », se mirent à piller les maisons des Juifs de ce village. Dès que cela fut remarqué par des makhnovistes expérimentés, ils furent tous saisis et fusillés sur place.

C'est ainsi que la Makhnovstshina, durant toute son existence, observa une attitude intransigeante à l'égard de l'antisémitisme et des pogromes; cela parce qu'elle était un mouvement authentiquement laborieux et révolutionnaire en Ukraine.

Nestor Makhno

Diélo Trouda n°30-31, novembre-décembre 1927.

Les anarchistes, le sionisme et la naissance de l'État d'Israël

Sylvain Boulouque

(Nous remercions l'auteur de nous avoir autorisés à reproduire cet article paru dans *Gavroche, revue d'histoire populaire*, n° 101, septembre-octobre 1998, puis modifié et augmenté dans *Archives juives* n° 36/1, 1^{er} semestre 2003, sous le titre « Les paradoxes des anarchistes face au sionisme et à la naissance de l'État d'Israël » Y.C.)

Il peut sembler paradoxal d'entendre un militant anarchiste expliquer « J'éprouve une profonde fidélité pour l'État d'Israël. » Ce militant, Nikola Tchordadieff [1] est né le 23 octobre 1900 à Plodiv en Bulgarie. Il commence à militer très jeune dans le mouvement libertaire. Il se réfugie en France en 1923, après le coup d'État, où il rejoint les rangs libertaires et participe aux activités des groupes anarchistes juifs de Paris. Après avoir été résistant, il reprend son action. Décédé le 6 juillet 1994, il avait souhaité que ses cendres soit transférées en Israël. Ce lien est révélateur d'une sensibilité particulière. En effet, les anarchistes n'adhèrent qu'exceptionnellement à une conception étatiste. Dès la naissance du sionisme politique, cette question nationale se pose aux libertaires et provoque d'âpres débats. Ces polémiques rebondissent au gré des événements. Lors de la naissance de l'État d'Israël, les anarchistes adoptent une position officielle. Ils refusent la guerre au Proche-Orient et apparemment la création d'un nouvel État. Cependant l'expérience des kibboutzim, qui renvoie par analogie aux images des collectivités agricoles de l'Espagne révolutionnaire, suscite une très vive sympathie.

Les débats sur le sionisme

Les anarchistes confrontés à l'affaire Dreyfus, et à sa conséquence directe la naissance du sionisme politique, prennent position. Bernard Lazare théorise le sionisme libertaire, dont les options divergent de celles Théodore Herzl. Il n'évoque pas l'idée d'un État juif, mais d'une nation juive. Dans son

sillon, d'autres militants libertaires comme Henri Dorr [2] ou Mécislas Golberg [3] deviennent sionistes [4]. Leurs déclarations engendrent de vives réactions chez les autres militants. Cependant, chez les pères fondateurs de l'anarchisme — à l'exception de Proudhon — la nation est reconnue comme une entité intrinsèque à toute entité humaine. C'est sa forme étatique qui est condamnée. Cette nuance disparaît chez leurs épigones, pour la grande majorité des militants français, qui raisonnent dans le cadre d'un État-nation déjà constitué, et gommant les dimensions spécifiques de la question nationale. Certains dénoncent un nouveau nationalisme : la spécificité juive renie l'aspiration à l'universalité anarchiste [5], d'autres encore ne sont pas hostiles à l'idée d'une nation juive, mais ils estiment que le départ vers la Palestine n'est pas la meilleure des solutions : ils jugent le climat hostile [6] et pensent que la révolution sociale serait privée par le départ des juifs de nombre de révolutionnaires actifs.[7]

Le débat naissant s'estompe lorsque s'achève l'Affaire Dreyfus. Le mouvement libertaire maintient dans son ensemble un discours conventionnel et refuse, à ceux qui proposent un renouvellement de la pensée anarchiste, le droit de parler en son nom. Si la question du sionisme resurgit périodiquement, elle est traitée de manière marginale, les anarchistes ne s'en préoccupent guère. Après la Première Guerre mondiale, les libertaires portent une attention plus soutenue aux événements internationaux, du fait de l'arrivée de militants anarchistes expulsés de

nombreux pays. C'est seulement au cours des années 1930, que le mouvement anarchiste se penche à nouveau sur le sionisme. L'*Encyclopédie anarchiste*, dirigée par Sébastien Faure [8], qui paraît entre 1930 et 1934, comporte quatre notices ayant trait au sionisme (Israélites, Ghetto, Judaïsme et Sionisme). Ces articles développent une thématique identique : le sionisme est un mouvement généreux, qui permet d'échapper aux persécutions et qui, par la colonisation agricole et les fermes collectives, rend possible un développement égalitaire de la société, mais qui dans le même temps ajoute des barrières nationales, entrave à une possible révolution. Le discours libertaire n'évolue pas : le sionisme est une idée noble mais la révolution reste le premier des impératifs. Les libertaires ne conçoivent le monde que dans un processus révolutionnaire.

Les conflits de 1936-1939 en Palestine modifient le discours libertaire. Ainsi, Jules Chazoff [9] s'en prend violemment au sionisme à travers deux articles, qui paraissent dans *Le Libertaire*, dans lesquels il dénonce la mainmise des sionistes sur la Palestine et l'exploitation dont seraient victimes les Arabes. Pour lui, le soutien aux opprimés n'est qu'une des facettes de la lutte révolutionnaire, le sionisme représente à ses yeux un détournement de l'idée même de révolution. La parution du premier de ces articles provoque la réaction du Groupe anarchiste juif de Paris [10]. Ses militants rappellent, comme Bernard Lazare un demi-siècle auparavant, que le sionisme est une étape émancipatrice, prémice des révolutions futures. Ce sont les ultimes débats de l'avant-guerre.

La naissance de l'État d'Israël

Dans l'immédiate après-guerre, trois organes composent, pour l'essentiel, la presse libertaire : *Le Libertaire*, représentant de tous les anarchistes, *Le Combat syndicaliste*, d'orientation anarcho-syndicaliste et *Ce qu'il faut dire*, de tonalité pacifiste [11]. La naissance de l'État d'Israël suscite de nombreux articles. Les libertaires cherchent à répondre aux questions liées à la guerre, aux enjeux internationaux, à la naissance d'un État, et corrélativement s'interrogent sur la

possibilité d'une présence anarchiste au Proche-Orient.

Un article présenté comme un reportage effectué en Israël présente un panorama de la situation. L'auteur ne fait qu'évoquer la présence libertaire : « Les anarchistes, eux, diffusent à Tel-Aviv des journaux en yiddish d'origines diverses. *Freie Arbeiter Stimme* [12] (*La Voix de l'ouvrier libre*) et *Der Freie Gedank* (*La Pensée libre*) et également un périodique anarchiste en langue russe, édité par des émigrés » [13]. Pourtant les groupes anarchistes juifs sont nombreux et auraient dû représenter une source privilégiée d'information [14]. Ainsi le groupe anarchiste juif de Paris, *Der Freie Gedank* « La Pensée libre », héritier du même groupe qui avant-guerre portait le nom de L'Autodidacte, dont Samuel Schwartzbard [15] était membre, édite de 1949 à 1963 un bulletin du même nom. Ce groupe d'une vingtaine de militants est composé notamment de Jacques et Rosa Doubinsky, David et Golda Stettner, et de Nikola et Léa Tchorbadieff-Kamener. Si comme les autres militants, ils éprouvent une défiance à l'égard du nouvel État, celle-ci est nettement moins marquée et est compensée par une vive sympathie pour les kibboutzim. Cette méfiance relative à l'égard du nouvel État disparaît, les militants du groupe juif estiment que l'État d'Israël représente finalement une terre d'accueil possible en cas de nouvelles persécutions [16]. Certains des militants partent s'installer en Israël où ils participent à la fondation d'un journal, *Problemen* [17], dirigé par Alexandre Thorn et Yosef Loden, et dont l'un des principaux correspondants est David Stettner. Cependant, ce groupe reste en marge de l'anarchisme officiel comme en témoigne la non prise en compte de leur position dans la presse libertaire.

La guerre et la naissance d'un État sont les éléments qui par définition heurtent les anarchistes. Mais face à cette réalité nouvelle, les militants sont dans l'obligation de prendre position. Après l'utilisation des éléments traditionnels, comme le pacifisme et l'athéisme qui représentent deux des fondements de la pensée anarchiste, une analyse de l'actualité se greffe sur le discours

libertaire. Ainsi la situation géographique et le ferment antireligieux sont réinvestis pour justifier une prise de position pacifiste : « Le sang coule en Palestine où l'on se dispute une étroite bande de terre brûlée par le soleil, une terre qui ne doit son prestige qu'au témoignage illusoire de cette escroquerie mystique qui en fit la terre promise [...]. Pourtant le Brésil est un pays exceptionnellement doué sous le rapport de la fertilité du sol [18]. »

Ce discours ancien se combine avec celui du refus de la guerre auquel s'ajoute un thème nouveau, le danger des rivalités internationales et des concurrences impérialistes. Lors de l'entrée dans la guerre froide, les anarchistes tentent de mettre en pratique la théorie du troisième front, imaginée pour refuser les diktats et les volontés hégémoniques de l'Union soviétique et des États-Unis : « La grande guerre n'aura pas lieu. Mais nous avons l'espoir que dans un Proche-Orient pacifié grâce à un équilibre des forces et à une conjoncture impérialiste favorable, les forces sociales déviées de leurs buts essentiels vers des objectifs raciaux et nationaux, se réveilleront [...] Car, entre le "Schalom" des communautaires juifs et le "Salam" des cultivateurs arabes, il n'est de différences qu'à Londres, à Washington ou à Moscou [19]. »

Le militant qui signe cet article et qui théorise cette pratique du troisième front a l'un des itinéraires les plus originaux de l'anarchisme. Son nom d'emprunt le plus connu est Louis Mercier [20]. Il est parti combattre en Espagne dans la colonne Durrutti, en juillet 1936 ; déserteur au début de la Seconde Guerre mondiale; il s'engage dans les Forces Françaises Libres en 1942, où il travaille pour le service d'information de Radio Levant à Beyrouth. Après la guerre, il participe à la création de Force ouvrière et au Congrès pour la Liberté de la Culture. Il est l'un des militants les mieux informés de la situation au Proche-Orient. Si Mercier met en avant la théorie du troisième front, ses attaques sont essentiellement tournées contre les visées de Moscou :

« Pendant des années les communistes ont mené une campagne contre les "fascistes

[21]" juifs, disciples de Jabotinsky, mais aujourd'hui ils donnent une grande place à l'action de l'Irgoun Zvai Leumi dirigée contre la Grande-Bretagne. Toute lutte contre Londres est présentée par Moscou comme une lutte progressiste [22]. »

Il met en garde par cet article les militants contre des jugements trop hâtifs: « Nous connaissons d'authentiques militants révolutionnaires juifs qui agissent dans les groupes terroristes parce qu'ils défendent en premier lieu leur droit à l'existence [...]. Si les meilleurs Arabes et les meilleurs Juifs en sont à se replier sur des positions et des activités nationalistes, c'est parce qu'il n'existe dans le monde aucune internationale ouvrière et révolutionnaire capable de présenter aux écrasés un espoir, une foi, une issue [23]. »

Son article a une triple valeur : informer les libertaires des événements, mettre en lumière la complexité de la situation et en même temps rechercher une cohérence avec une analyse libertaire.

Son point de vue n'est pas partagé par l'ensemble des militants libertaires. Nombre d'entre eux voient dans le conflit la naissance d'un État, source de guerre : « En Palestine, l'État apporte l'indiscutable preuve qu'il provoque la guerre du fait même de sa présence [24]. » Ils refusent de choisir un camp dans une guerre qui somme toute n'oppose que deux nationalismes : « Seul le rejet de tout nationalisme et l'entente libre et fraternelle des populations travailleuses pourront sauver la Palestine de la barbarie qui va en s'étendant [25]. »

Cependant, dès la fin de la guerre, le discours de Mercier est à nouveau normatif. Le nouvel État possède les caractéristiques classiques de tout État avec une bourgeoisie et un système capitaliste en plein développement. Mercier fonde encore ses espoirs dans les kibboutzim, possible « contrepoids important aux volontés capitalistes ou à l'envahissement de l'État [26] ».

Si la guerre et le nouvel État génèrent des protestations, des méfiances et des regards critiques, les kibboutzim passionnent les anarchistes.

Les kibboutzim, une société idéale.

Les expériences de travail collectif sont depuis toujours pour eux le lieu d'expérimentation de la société future. Les kibboutzim deviennent alors une terre d'imagination, un nouveau rêve. De nombreux articles rendent compte des séjours, des installations et du caractère libertaire — réel ou imaginé — des collectivités agricoles. Ainsi les témoignages sont nombreux tant dans la presse libertaire française que dans la presse anarchiste internationale. *Le Libertaire* s'en fait l'écho. George Woodcock [27] exprime sa vive sympathie pour les « collectifs palestiniens » qui ont mis : « en application la théorie anarchiste : la décentralisation et la suppression du profit individuel ». Quelques mois plus tard, Jean Maline analyse l'ensemble des formes de travail collectif et des progrès du travail collectif qui sont l'illustration pratique des théories anarchistes « de chacun selon ses moyens à chacun selon ses besoins » [28]. Quelques militants de diverses origines, nombre de militants juifs, mais également des Espagnols, s'installent en Israël et travaillent dans les kibboutzim. Ces derniers deviennent le moyen d'information privilégié pour les libertaires. Elie Barnavi rapporte l'itinéraire d'un certain Ramon, militant anarchiste espagnol. Il arrive en Palestine en 1948, participe aux combats de la guerre d'Indépendance dans une brigade composée d'immigrants de divers nationalités dont quelques libertaires. Ces militants se dispersent et s'installent respectivement dans différents kibboutzim [29]. Parallèlement d'autres militants arrivent en Israël, souvent pour des raisons familiales. C'est le cas de Joseph Ribas, militant de la Confédération nationale du travail, qui participa à la guerre civile espagnole, où il fut grièvement blessé. Après être resté plus de dix ans en France, il part avec sa femme et ses deux enfants pour Jérusalem puis s'installe dans le Kibboutz Hahotrim, au sud de Haïfa, où il retrouve, selon son témoignage, le même mode de vie que durant la Révolution espagnole [30]. C'est à partir des témoignages de ces libertaires que Gaston Leval [31] et Augustin Souchy, militants de renom, donnent à la

presse libertaire espagnole en exil de nombreux renseignements sur les conditions de vie dans les kibboutzim. Augustin Souchy se rend en Israël en 1952. Il publie un livre *Le nouvel Israël, un voyage dans les kibboutz* [32], dans lequel, il compare les kibboutzim aux collectivisations espagnoles. Les anarchistes individualistes, adeptes de la révolution sexuelle, publient un reportage sur « La famille, l'enfant et les relations sexuelles dans les kibboutz » [33]. Ce mouvement est amplifié par d'autres récits de séjours. Le *Combat syndicaliste* livre durant six mois un reportage sur cette société naissante [34]. Dans son compte rendu de voyage, l'auteur dresse un tableau empreint d'une sympathie affichée, s'attachant à décrire les réalisations et les acquis sociaux conquis par l'Histadrout.

Les kibboutzim et, de manière plus générale les formes de travail collectif, sont mis en valeur, idéalisés, au point d'en faire des sociétés libertaires à part entière. Au-delà de la méfiance que les anarchistes conçoivent pour un État, force est de constater que les anarchistes ont de facto reconnu la naissance de l'État d'Israël, même si par la suite la critique de l'État hébreu est plus acerbe. Plusieurs facteurs expliquent cette reconnaissance, les kibboutzim en sont l'élément déterminant. La naissance d'un État et l'affirmation du nationalisme juif — au-delà du discours antiétatiste et antinationaliste affiché — n'est finalement pas un obstacle à la reconnaissance d'Israël et de sa légitimité. En effet, l'objectif est le dépassement du cadre national et étatique né d'une vision quasi théologique et millénariste de l'évolution des sociétés. Cependant, cette reconstruction de la société selon un imaginaire qui néglige les réalités au profit de la construction d'idéaux-types, dont les kibboutzim sont la pierre angulaire, permet aux anarchistes d'éviter de se poser réellement la question de la naissance d'un État et de l'adhésion des populations à cette forme de société. Ils passent, par cette non-réflexion volontaire, au-dessus des interrogations qui remettraient en cause les fondements traditionnels de l'anarchisme.

Il est également notable qu'à la différence des autres groupes de l'extrême gauche, les

anarchistes n'aient pas calqué leur discours sur celui du parti communiste, ni créé une mythologie révolutionnaire anti-impérialiste. En cela, ils se rapprochent de la tradition socialiste.

Notes

1. Sur Nikola Tchorbadieff, cf. Sylvain Boulouque, « A la mémoire de Nikola Tchorbadieff », *Gavroche*, n° 79, janvier-février 1995 pp. 22-23.

2. Henri Dorr, de son vrai nom Lucien Weil (1865- vers 1914 ?), militant anarchiste correspondant du *Libertaire* signe deux articles « Le Droit d'être juif » dans *Le Journal du peuple*, n° 6, 24 septembre 1899 et « Ohé les Juifs » n° 11, 31 octobre 1899.

3. Cf. Catherine Coquio, « Une mutation politique pendant l'affaire Dreyfus, Mécislas Goldberg en 1898-1899 » in *Archives Juives* n° 1, 1^{er} semestre 1994, Paris, Liana Lévi, pp. 45-57.

4. Pour une analyse plus développée de la question, cf. Philippe Oriol « Bernard Lazare anarchiste », Sylvain Boulouque « 1899 : Les débats sur le sionisme dans la presse anarchiste » in *Mélanges Bernard Lazare*, Honoré Champion, 1997 et Zosa Szajkowski, « L'antisémitisme et le mouvement ouvrier français à l'époque de l'Affaire Dreyfus », in *Tsafon*, no16, 1994, pp. 26-68.

5. Ludovic Malquin, « A propos du droit d'être juif », *Le Journal du peuple*, n° 7, 1^{er} octobre 1899.

6. Cf. *Anarchistes en exil, Correspondance inédite de Pierre Kropotkine à Marie Goldsmith, 1897-1917*. Lettres présentées et annotées par Michael Confino, Paris, Institut d'études slaves, coll. Cultures et sociétés de l'Est, vol. 22. Lettre du 30 juin 1907, p. 296.

7. Étudiants socialistes révolutionnaires internationalistes, « Antisémitisme et sionisme », Supplément littéraire aux *Temps Nouveaux*, Éditions de l'Humanité nouvelle, Paris, 1900, pp. 274-279.

8. Sébastien Faure (1858-1942) est le fondateur du *Libertaire*, auquel succède *Le Journal du peuple* créé pour engager les anarchistes dans le combat dreyfusard. Faure

anime le mouvement libertaire par diverses conférences, création de publications, etc.

9. Jules Chazoff de son vrai nom Chazanoff (1891-1946), militant libertaire et rédacteur au *Libertaire* depuis le début des années vingt. Il s'est intéressé au sionisme puisqu'il rédige les notices de l'*Encyclopédie anarchiste*. Les deux articles de Chazoff sont « Quand Israël règne », n° 615, 18 août 1938 et « Les Juifs et la Palestine », n° 617, 1^{er} septembre 1938.

10. La réponse parvenue la semaine suivante n'est publiée que quinze jours plus tard, Un groupe d'anarchistes juifs, « La question juive et la Palestine », n° 618, 8 septembre 1938.

11. Il existe d'autres bulletins mais ils ne traitent pas, sauf exception mentionnée, du sionisme. *La Révolution Proletarienne* n'a pas été retenue. Car elle confie la majeure partie de ses articles à Robert Louzon (1882-1976) qui n'est pas anarchiste et qui a, dès ses débuts dans le militantisme, pris des positions antisémites. Cf. Michel Drouin, « Une thèse exemplaire au paroxysme de l'Affaire Dreyfus : La première enquête scientifique sur le prolétariat juif », pp. 45-53 in *Cahiers Jean Jaurès*, n° 138, Octobre-Décembre 1995.

12. Groupe libertaire juif américain dont l'hebdomadaire a cessé sa parution en 1981.

13. Moishé Chaym, « Départ en Israël », *Le Libertaire*, n° 237, 11 août 1950. Sauf mention contraire tous les articles cités sont tirés du *Libertaire*.

14. Pour l'avant Première Guerre mondiale, cf. Nathan Weinstock « Le mouvement anarchiste juif », in *Point critique*, n° 35, Bruxelles, juillet 1988, pp. 20-37.

15. Samuel Schwartzbard (1888-1938) assassina, en mai 1926, l'Hetman Petlioura, responsable des pogromes durant la guerre civile en Ukraine. Il fut acquitté. « Le procès des pogromes » fut à l'origine de la fondation de la Ligue internationale contre l'antisémitisme.

16. Témoignage de Claude Doubinsky [juin 1996] qui a assisté aux réunions du groupe anarchiste juif de Paris. Les libertaires yiddishistes, qui auparavant étaient proches des positions du Bund, les abandonnent pour

une sympathie non dénuée de critiques vis-à-vis de l'État d'Israël.

17. *Problemen* a cessé sa parution en 1993.

18. Samuel Vergine, « Massacres en terre promise », *Ce qu'il faut dire*, n° 56/57, 20 mai 1948. S. Vergine de son vrai nom Louis Dorlet (1905-1989) est l'animateur des revues d'orientations pacifistes.

19. Damashki, « La paix serait-elle proche en Palestine », n° 128, 6 mai 1948.

20. Louis Mercier-Vega de son vrai nom Charles Corvint (1914-1977) : il utilise pour la presse libertaire notamment les pseudonymes de Ridet et Couramy (pour l'avant-guerre) et de Damashki, Parane (pour l'après-guerre)

21. On peut supposer que Mercier a déjà fait la connaissance d'Arthur Koestler, qui a appartenu aux « sionistes révisionnistes » et que le terme fasciste est utilisé pour montrer la stratégie communiste et non s'en prendre aux héritiers de Jabotinsky.

22. S. Parane, « Pour une action internationaliste. Le creuset palestinien », n° 83, 26 juin 1947.

23. *Ibid.* Mercier utilise la même argumentation dans ses articles ultérieurs : « Le jeu impérialiste et les réalités sociales en Proche-Orient », n° 177, 15 avril 1949. Même s'il lui arrive parfois de tenir de construire une analyse stéréotypée « Palestine 1948 », n° 111, 8 janvier 1948.

24. Eric-Albert « Palestine terre stratégique », n° 133, 11 juin 1948. La même terminologie est utilisée dans les semaines précédentes et suivantes : « Guerre officieuse en Palestine », n° 130, 21 mai 1948 ; « Luttés stériles », n° 136, 2 juillet 1948.

25. Gaston, « Juifs et Arabes sacrifiés par les "Grands" », n° 131, 28 mai 1948. Gaston, de son vrai nom Armand Schuer, est un militant anarchiste d'origine autrichienne, proche du conseillisme.

26. « La raison d'État en Israël », n° 211, 13 mai 1950.

27. George Woodcock (1912-1995) est un militant anarchiste anglais. Il est directeur de la revue *Now*, auteur de *Kropotkine, le prince anarchiste*, Paris, Calmann-Lévy, collection « Traduit de », 1953. Il est l'ami de George

Orwell et de Manès Sperber. « Les collectifs palestiniens », n° 123, 1^{er} avril 1948.

28. J. Maline « Les communes libres en Israël. Leur caractère - leur vie », n° 203 et 204, 18 et 25 novembre 1949

29. Cf. Elie Barnavi, « Les ennuis de Ramon ou les ambiguïtés de la nationalité israélienne », pp. 14-17 in *M, Mensuel, Marxisme, Mouvement*, n° 61-62, mai-juin, consacré à Israël et témoignage de l'intéressé, Tel Aviv, août 1996.

30. Témoignage de Joseph Ribas (Hahotrim, août 1996). Il devient le correspondant du mouvement anarcho-syndicaliste, ainsi dans *A.I.T.*, (mensuel de l'Association internationale des travailleurs), n° 37, janvier 1961, il signe une chronique sur les célébrations du quarantième anniversaire de l'Histadrout. Il témoigne des conditions de vie dans les kibboutzim dans le *Bulletin intérieur de la Fédération anarchiste*, (n° 55, mars 1965), et livre une brochure en 1972 sur les kibboutzim (*Ruta*, deuxième formule, troisième année, mars 1972).

31. Gaston Leval de son vrai Pierre Pillier (1895-1978). Son engagement aux côtés des anarchistes espagnols date de la guerre de 1914-1918 durant laquelle il est insoumis. Il joue un rôle important dans les organisations libertaires espagnoles. Il participe également à la collectivisation des terres pendant la guerre civile espagnole. Il rentre en France en 1938 et fonde après la guerre diverses revues. Il est un des correspondants attitrés de la presse libertaire espagnole.

32. Augustin Souchy (1898-1984), militant anarchiste allemand réfugié en Espagne en 1933, puis en Amérique latine. Son livre est édité à Mexico, 1953 (en espagnol, il est également publié sous le même titre en allemand en 1984). Il se rend également en Israël en 1962 et 1979.

33. *L'Unique*, n° 51, 1^{er} septembre 1950.

34. *Le Combat syndicaliste*, « Impressions d'Israël » paraît du n° 56, 23 février 1951, au n° 63, 1^{er} juin 1951. L'auteur de cet article est présenté comme un « typographe parisien révolutionnaire ».

ANARCHISME ET JUDAÏSME DANS LE MOUVEMENT LIBERTAIRE RÉFLEXIONS SUR QUELQUES ITINÉRAIRES

(Nous remercions l'auteur de nous avoir autorisés à reproduire ce texte. Y.C.)

Les relations entre judaïsme et anarchisme sont complexes. L'affirmation de la judéité de nombre de militants n'est pas sans poser des problèmes aux autres militants. Son ambiguïté a été illustrée par Arnold Mandel. Membre de l'Union anarchiste au milieu des années trente, il est devenu spécialiste des questions religieuses.

Quarante ans plus tard, en écrivant ses mémoires, il témoigne de cette équivoque : « Le monde à part des anarchistes, ce monde de “nous autres” me faisait penser au milieu juif archaïque à cause de certaines similitudes. [...] J'ai retrouvé dans ce milieu des vertus qui avaient eu cours dans la vie ghettoïque. [...] Les copains juifs – il y en avait quelques autres à part moi – étaient considérés exactement comme les autres. Leur origine ethnique ou religieuse était dénuée d'importance. Si on y attachait une quelconque signification, on risquait de se heurter à l'incompréhension et à la réprobation. [...] Je proposais aux camarades de leur parler du sionisme dont, Juifs y compris, ils ignoraient tout. [...] Je n'étais pas sioniste au sens de la doctrine herzlienne [...] j'étais antiétatique. [...] Pour eux] le nationalisme juif était le choix de l'absurde [...]. Critiqué, je ne fus pas réellement blâmé. Les anarchistes ne demandaient à personne d'être dans la “ligne”. Je pouvais donc continuer à chérir le sionisme [...]. La grande et belle liberté d'esprit des anars me plaisait, mais leur fondamentale incompréhension de l'être juif [...] m'éloignait déjà d'eux [...].

Les copains étaient non seulement gentils mais vraiment fraternels, solidaires et prévenants [mais] me rétrécissaient et me niaient mon essentielle identité.¹⁷ »

Cette description souligne l'ambivalence des relations entre judéité et anarchisme. Comment peut s'affirmer le particularisme dans un mouvement qui semble *a priori* tolérant ? Comment les libertaires réagissent-ils à cette affirmation alors que ce mouvement prône comme principe fondateur l'universalisme ? Quelle est dès lors la réponse des militants concernés et comment concilient-ils leur engagement avec les déclarations des autres militants ? Comment s'articule dès lors ce va-et-vient ? L'examen de quelques itinéraires militants autorise quelques pistes de recherche¹⁸. Pour ce faire, il convient de distinguer plusieurs étapes : la phase d'assimilation, puis celle de l'affirmation identitaire, pour analyser les raisons de cette conflictualité.

La phase assimilationniste.

Cette étape semble la plus difficile à cerner puisque rien, dans ce cas, ne distingue un militant libertaire d'un autre. Le discours est identique, peu de choses permettent de saisir

¹⁷ Arnold Mandel, *Nous autres Juifs*, Paris, Hachette, 1978, pp. 78-86.

¹⁸ Nous avons exclu de cette étude la réaction des groupes juifs libertaires d'expression yiddish, l'étude de leur presse méritant une analyse spécifique.

une quelconque spécificité. L'ensemble des militants retenus possèdent les mêmes caractères et, s'ils s'inscrivent dans une culture spécifique, c'est celle dont est porteur le projet libertaire. Nous avons choisi de retenir des groupes militants qui symbolisent à la fois des parcours, des époques et des processus distincts.

La première génération est composée des premiers dreyfusards. Elle est incarnée par Bernard Lazare et Henri Dhorr. Leur parcours est significatif des processus d'assimilation. Henri Dhorr, de son vrai nom Lucien Weil¹⁹, est né le 10 novembre 1865 à Bruxelles, représentant de commerce, il a été de 1889 à 1894, le gérant du *Père Peinard*, le journal d'Émile Pouget²⁰. Rien dans ses articles ne laisse supposer son identité, puisqu'il signe de son nouveau nom. De même Lazare Marcus Manassé Bernard devient Bernard Lazare, lorsqu'il prend la plume. Dans les premières années de sa vie, il n'affiche pas d'appartenance particulière et se définit comme un « mécréant infidèle ». Sans développer ici l'itinéraire de Bernard Lazare²¹, qui est pour l'essentiel connu, il est même possible de constater qu'il a cherché à se fondre dans les groupes des poètes symbolistes et dans le mouvement libertaire composé par ces avant-gardes artistiques.

Le deuxième groupe est incarné par la génération des exilés : Samuel Schwartzbard, Ida Mett, Nicolas Tchorbadiéff et Jacques Doubinsky. Ils sont tous quatre intégrés au mouvement libertaire en France. Samuel Schwartzbard²², né en Bessarabie en 1886, est

arrivé en France après la Révolution de 1905. Selon certains témoignages²³, il a suivi les conseils de Pierre Kropotkine et s'est engagé comme volontaire dans la Légion étrangère au début de la Première Guerre mondiale. S'il participe au groupe libertaire juif de Paris dans les années vingt, il est aussi lié aux autres militants comme en témoigne May Picqueray²⁴, qui signale qu'il déjeunait avec elle, Mollie Steimer et Senya Flechine, lorsqu'il reconnut Simon Petlioura, responsable de pogroms en Ukraine, qu'il assassina le 25 mai 1926. Ida Mett²⁵ a un parcours similaire: née en Russie en 1901, elle est expulsée d'Union soviétique en 1924 et arrive en France en 1925. Elle se mêle aux activités du groupe anarchiste russe Dielo Trouda animé entre autres par Nestor Makhno, Piotr Archinoff et Voline. Elle n'affiche pas apparemment de relation particulière au judaïsme.

Jacques Doubinsky²⁶ est né à Odessa en 1889. Il quitte la Russie pour la Bulgarie en 1921 après avoir été condamné par les bolcheviques, puis en 1923, il rejoint la France. Nicolas Tchorbadiéff²⁷, de son vrai nom Jossif Sintoff, est né en Bulgarie en 1900. Après le coup d'État de 1923, il part pour la France. Tous deux militent dans le mouvement libertaire en France. Ils ont également des liens privilégiés avec le mouvement anarchiste juif organisé, leurs compagnes respectives, Rosa Doubinsky et Léa Kamener, animent le groupe anarchiste juif de Paris.

Le troisième groupe est incarné par Voline et Jules Chazoff. S'ils sont contemporains des militants du deuxième groupe, les responsabilités qu'ils ont assumées dans le mouvement libertaire ont été plus importantes. Voline²⁸, de son vrai nom

¹⁹ Sur ce point cf. Sylvain Boulouque, « 1899 : un débat sur le sionisme dans le mouvement anarchiste », dans Philippe Oriol, *Bernard Lazare, anarchiste et nationaliste juif*, Paris, Honoré Champion, 1999, pp. 173-180.

²⁰ Ces informations sont tirées de la notice Lucien Weil dit Henri Dhorr dans le Jean Maitron (sous la direction de), *Dictionnaire Biographique du Mouvement Ouvrier Français* (désormais DBMOF), vol. 15, 1977, pp. 336-337.

²¹ Voir notamment Philippe Oriol, op. cit.; Nelly Wilson...

²² DBMOF, vol. 41, 1992, pp. 191-192.

²³ Témoignage de Nicolas Tchorbadiéff, qui partagea un appartement avec lui, au cours des années vingt.

²⁴ May Picqueray, *May la réfractaire*, Atelier Marcel Jullian, 1979, pp. 125-126.

²⁵ DBMOF, vol. 33, 1988, p. 393.

²⁶ DBMOF, notice Cédérom.

²⁷ DBMOF, notice Cédérom.

²⁸ DBMOF, vol 43, 1993, pp. 311-313.

Vsevolod Mikhailovitch Eichenbaum, est né en Russie en 1882 et s'est lui aussi réfugié en France après avoir été expulsé par les autorités soviétiques. Il a milité dans le mouvement libertaire en s'occupant plus spécialement de la question du communisme. Jules Chazanoff dit Chazoff²⁹, né à Paris en 1891, ouvrier électricien puis correcteur, participe sans discontinuer aux activités du mouvement libertaire en France de 1912 à sa mort en 1946.

L'ensemble de ces militants n'ont pas montré, dans un premier temps, d'attachement particulier à leurs origines. Ils sont intégrés au mouvement anarchiste et c'est seulement dans un contexte de crise que des conflits les opposent au reste du mouvement libertaire.

Les phases d'affirmation identitaire.

Il convient de définir quand et comment s'effectue cette phase d'affirmation identitaire et si elle a eu lieu, en analysant leurs prises de position et les réactions du mouvement libertaire.

Le premier conflit est lié aux réactions de Bernard Lazare et d'Henri Dhorr. Bernard Lazare, en prenant la défense du capitaine Dreyfus, affirme son identité juive et l'émancipation possible que représente le sionisme. Pour Lazare, la lutte contre l'antisémitisme occupe la majeure partie de ses pensées, il appelle les Juifs à se souvenir qu'ils ont été des parias, à affirmer leur appartenance. Peu après, Henri Dhorr, qui vient d'organiser, le 19 septembre 1899, le seul meeting de soutien au Capitaine du « groupe des prolétaires juifs », écrit donc au plus fort de l'Affaire, un premier article dans *le Libertaire*, où il affirme son judaïsme, dénonçant les silences qui dans le mouvement libertaire entourent l'antisémitisme pour conclure : « C'est mon droit d'être Juif, c'est mon devoir de dire que je le suis³⁰. » La semaine suivante, Ludovic Malquin, un militant libertaire, lui reproche d'abandonner le mouvement libertaire au profit de ses origines³¹. Dhorr lui répond par une nouvelle

affirmation de son identité, qu'il renouvelle, une fois encore, dans *Le Journal du peuple*³² de Sébastien Faure, qui vient d'être créé par l'entremise de Bernard Lazare avec le soutien financier du Grand Rabbin Zadoc Kahn³³. Lucien Weil et Bernard Lazare se sont détachés progressivement du mouvement libertaire constitué, le premier pour s'occuper de manière exclusive du syndicalisme et le second pour prendre la défense des Juifs opprimés de par le monde, même si tous deux sont restés à la lisière du mouvement. Le conflit traduit l'ambiguïté du mouvement libertaire qui laisse libres les militants d'affirmer leur identité. De plus, si les anarchistes se rangent dans leur immense majorité dans le camp dreyfusard, les raisons diffèrent de celles de Bernard Lazare et d'Henri Dhorr.

Le deuxième groupe entre en conflit avec le mouvement libertaire à des époques ultérieures. Dans cette génération, les processus de rupture ne sont pas identiques.

Le geste de Samuel Schwartzbard, qui a choisi d'assassiner Simon Petlioura le considérant comme responsable des pogromes en Ukraine, n'a jamais été désapprouvé par le mouvement anarchiste. La presse libertaire a salué son acte comme la revanche des opprimés et une forme de justice sociale³⁴. Son acte s'inscrit dans une tradition du mouvement anarchiste et ne peut-être blâmé. S'il s'est détaché du mouvement libertaire, ce n'est pas à cause d'un conflit quelconque, mais par souci propre de lutter contre l'antisémitisme. L'hommage que lui rend *Le Libertaire* à sa mort est à cet égard significatif : « Nous nous souvenons de son humble petite boutique du boulevard de Ménilmontant, toujours pleine de proscrits venus de tous les points du monde entier chercher un refuge, une aide, un conseil auprès du bon "Schoulm". [...] A sa compagne [...] nous

²⁹ DBMOF, vol. 22, 1984, pp. 220-221.

³⁰ *Le Libertaire*, n°6, 2a septembre 1899.

³¹ *Le Libertaire*, n°1, 1er octobre 1899

³² *Le Journal du Peuple*, 31 octobre 1899.

³³ Cf. Philippe Oriol, « Le Comité de défense contre l'antisémitisme : documents nouveaux », *Bulletin de la société internationale d'histoire de l'Affaire Dreyfus*, n°3, 1997, pp. 55-64.

³⁴ *L'Insurgé*, n°57, 5 juin 1926.

adressons notre vive sympathie fraternelle.³⁵ »

La rupture d'Ida Mett répond à d'autres modalités. Face à des déclarations hostiles, elle va dénoncer l'antisémitisme dans une des franges du mouvement libertaire. Ida Mett a déjà rencontré une forme de dogmatisme. Elle est exclue du groupe Dielo Trouda pour avoir allumé une bougie à la mort de son père. Cette première rupture traduit une hostilité à l'égard d'une pratique religieuse, cette intolérance s'inscrit dans la tradition antireligieuse de ce mouvement. Mais l'affrontement le plus violent est celui qui oppose en 1938 Ida Mett au "noyau" de *La Révolution prolétarienne*. Cette revue, depuis le milieu des années trente, s'est rapprochée des libertaires. La rupture s'est effectuée en plusieurs temps suite à la parution de plusieurs articles à tonalité antisémite. Ida Mett écrit aux responsables de la revue et affiche son indignation devant de telles déclarations : « "Alors, toute la presse mondiale qui est aux mains de la finance juive". [...] Quelle honte d'avoir de pareils propos dans les colonnes de la *R.P.* [...] ! En tant qu'internationaliste, j'élève ma protestation contre la souillure des colonnes de la *R.P.* par la peste raciste. » Elle fait suivre sa lettre d'un post-scriptum : « Je proteste également contre la terminologie employée par Louzon dans ces notes sur la Palestine, qui qualifie de colons des juifs qui se sont réfugiés en Palestine en quittant des pays d'où il sont chassés d'une façon abominable. [...] Non, camarade Louzon, ce ne sont pas des colons [...] ce sont des réfugiés venus en Palestine, au même titre qu'ils pouvaient venir en France, par exemple ; ce ne serait pas pour coloniser la France, mais pour y chercher asile. À moins qu'on ne conseille à Hitler de brûler sur un bûcher immense une partie du juif (y compris des milliers de prolétaires), alors la question serait évidemment radicalement liquidée.³⁶ » Cette

lettre reste sans réponse. Cependant, la polémique s'enfle, les discussions dans ce micro milieu allant bon train.

Ida Mett reprend la plume pour dénoncer à nouveau l'antisémitisme de Pera et de Robert Louzon, le premier ayant tenu des propos ouvertement antisémites devant un certain nombre de témoins : le frère d'Ida Mett, Pat-Isaac Gildman et le philosophe et historien Pierre Pascal. Elle affirme : « Tout cela serait comique (pour un vieux révolutionnaire et internationaliste) si les temps n'étaient pas si tragiques et périlleux. Mais à l'heure actuelle, quand dans le monde sévit un énorme incendie dirigé contre le peuple juif, je pense qu'il est criminel de verser de l'huile sur le feu. [...] Je finis ma lettre en vous disant combien je suis triste de devoir discuter avec des camarades les plus proches sur une question de la haine nationale. Quand j'avais 17-18 ans, au temps des pogromes organisés par les Russes blancs, voyant naître chez les prolétaires juifs des sentiments nationalistes, je disais résolument que l'issue n'est pas dans le nationalisme, mais dans la révolution prolétarienne, dans le triomphe de l'internationalisme. Que faut-il dire maintenant du pogrome qui dévaste l'Europe et peut demain commencer dans les rues de Paris ?³⁷ » Ces lettres marquent l'évolution de la pensée d'une militante libertaire qui se trouve confrontée à la réalité devant laquelle l'attente rédemptrice d'un changement social n'est plus possible. Peu après, cette polémique se poursuit et devient publique. *Le Réveil syndicaliste*, organe du Cercle syndicaliste de Lutte de classes, une autre minorité syndicaliste révolutionnaire du Front populaire, publie un article dénonçant l'antisémitisme dans le monde ouvrier : « la velléité des pogromes antijuifs, auxquels n'ont pas omis de participer les super-patriotes staliniens par la voie de *l'Humanité*. Rappelons que c'est dans *L'Humanité* que parut le jour de la mobilisation cette bien

³⁵ « Schwartzbard, le justicier de Petlioura est mort », *Le Libertaire*, 16 juin 1938.

³⁶ Ida Mett, lettre à Maurice Chambelland, sans date [fin octobre 1938]. Archives

Mett/Lazarévitch, Institut internationale d'histoire sociale d'Amsterdam.

³⁷ Lettre d'Ida Mett à Busseuil (Finidori), 13 novembre 1938, Archives Mett/Lazarévitch, IIHS.

curieuse version des incidents de la rue du Temple : les juifs trotskistes sabotent la mobilisation. [...] Nous dénonçons l'article dangereux de Louzon [...] qui est la plus belle élaboration théorique pour justification d'antisémitisme nazi et fasciste en général. [...] Louzon met tous les Juifs, ouvriers et capitalistes, dans le même panier et explique leur façon d'être par l'argument du congénitalement, à la raciste³⁸ ! » Ida Mett signifie aux militants de *La Révolution prolétarienne* que cet article émane d'un groupe ouvrier juif; elle-même aurait été, selon ses termes, beaucoup plus virulente. La dernière lettre envoyée à *La Révolution prolétarienne* traduit son désespoir ; constatant le silence des autres militants, elle souligne l'attitude généralement ambiguë des militants ouvriers face à l'antisémitisme, prenant pour exemple l'utilisation qu'en 1881 les socialistes révolutionnaires russes voulaient faire des pogromes. Dans un dernier post-scriptum, Ida Mett rappelle qu'elle a été contactée par Posthumus, l'un des responsables de l'Institut international d'histoire sociale d'Amsterdam, pour une mission auprès de *La Révolution prolétarienne* : « J'ai consenti, car j'avais honte de lui raconter la cause de notre conflit. Par estime pour ce que représentait pour moi la *R. P.* Je ne voulais pas qu'on sache que le motif de rupture est l'antisémitisme, je trouve cela trop dégradant pour une revue prolétarienne.³⁹ » Cette rupture officieuse est significative: Ida Mett conserve malgré tout une certaine image du monde ouvrier qui pour elle demeure porteur d'une possibilité d'évolution sociale. De même, le silence des membres de *La Révolution prolétarienne* traduit, face aux questions soulevées, un désintérêt complet pour certains et une hostilité affichée pour d'autres. Il faut cependant noter qu'Ida Mett a repris occasionnellement, après la Seconde Guerre mondiale, sa collaboration à la revue. Elle

n'appartient cependant plus au noyau rédactionnel dont elle avait été membre depuis la fin des années vingt.

Au début des années cinquante, Nicolas Tchorbadiëff et Jacques Doubinsky sont confrontés à des propos analogues ; c'est pour une raison identique qu'ils rompent avec le groupe des anarchistes bulgares en exil qui publie *Notre Route*. En effet, pour les deux hommes les propos antisémites, sous couvert d'antisionisme, tenus par l'un de ses principaux animateurs, Georges Balkansky, sont indignes d'un militant libertaire⁴⁰. Dès lors, ils se sont repliés sur d'autres activités en animant le groupe libertaire juif de Paris.

Le dernier groupe représente le cas inverse. Voline et Chazoff tiennent dans le mouvement libertaire le discours officiel. Cette théologie d'une révolution à venir qui s'annonce comme devant résoudre l'ensemble des problèmes leur permet d'évacuer tous conflits avec leurs origines. Lorsque ces deux militants y sont confrontés, ils préfèrent l'ignorer ou prendre des positions en adéquation avec celle du mouvement libertaire.

Les différentes tensions qui viennent d'être évoquées posent chacune à leur manière le problème de la relation conflictuelle entre anarchisme et affirmation d'identitaire. Il convient d'essayer d'en cerner les raisons.

Les territoires de la conflictualité.

Ces affrontements avec le reste du mouvement libertaire conduisent certains militants à un abandon temporaire, voire définitif, de certaines formes de militantisme. Les étapes distinguées précédemment permettent de discerner des explications à ce processus : l'affirmation d'une identité qui entre en conflit avec l'universel libertaire, le développement d'un particulier inassimilable et enfin les débats autour du sionisme, qui

³⁸ *Le Réveil syndicaliste*, n°28, 13 février 1939.

³⁹ Lettre d'Ida Mett à Pierre Monatte, 18 février 1939, Archives Mett/Lazarévitch. IIHS.

⁴⁰ Témoignage de Nicolas Tchorbadiëff et de Claude Doubinsky, le fils de Jacques. Nicolas Tchorbadiëff m'avait demandé de pas le rendre public avant le décès de Balkansky. Pour ma part, j'ai entendu des propos identiques lors d'un entretien avec Georges Balkansky.

sont inscrits en filigrane, ces processus étant intimement liés. Ce qui semble d'autant plus surprenant que deux théoriciens du mouvement libertaire, Pierre Kropotkine et le géographe Elisée Reclus, ont au début du vingtième siècle pris position en faveur du sionisme naissant.

Les modes d'affirmation d'une identité juive entrent en contradiction avec l'universel libertaire, pour plusieurs raisons. Les polémiques montrent que les libertaires n'admettent pas le statut du judaïsme : peuple/religion, et ne font souvent pas la distinction entre les deux. Qui plus est, puisque l'idéal libertaire préconise l'abolition des frontières, la fin des nations et des religions, il n'existe aucune raison pour que les libertaires soient plus indulgents à l'égard des Juifs que des autres. A cela vient s'ajouter un antijudaïsme et un anticapitalisme qui conduisent certains d'entre eux à utiliser des arguments antisémites. Le deuxième aspect qui suit immédiatement le premier est le débat autour des processus d'assimilation et d'affirmation identitaire. La revendication d'une identité provoque dans nombre de cas des phénomènes de rejet, les libertaires y voient dans leur majorité une forme de nationalisme larvé. Lorsque la question du sionisme est soulevée, ce problème prend alors tout son sens. Les débats sont encore plus virulents, puisque le sujet devient tabou, il touche la question de la nation et de l'État, ce qui pour les libertaires est impensable. En fait, les militants qui n'ont, semble-t-il, pas été confrontés à ces débats sont ceux qui ont abandonné leur identité juive ou ont adopté le point de vue majoritaire.

Les termes des polémiques sont souvent identiques. Lorsque Bernard Lazare et Henri Dhorr affirment leur identité et développent l'idée de l'existence d'une nation juive, la réponse majoritaire du mouvement libertaire est de les blâmer. Ainsi le rapport préliminaire au Congrès international anarchiste qui devait se tenir en 1900, paru dans le supplément littéraire des *Temps nouveaux*, rédigé par les Étudiants socialistes révolutionnaires internationalistes (ESRI), permet de cerner en quelque sorte la position « officielle » du mouvement. Cette prise de

position est une réponse indirecte à Bernard Lazare et Henri Dhorr. Les ESRI dénoncent l'antisémitisme et dans le même temps condamnent l'affirmation de l'identité juive et le sionisme, comme étant une échappatoire qui ne permet en rien une émancipation complète de l'humanité⁴¹. Ce texte devient une référence, puisque les militants qui posent la question du sionisme se voient opposer systématiquement une réponse en des termes identiques. Ainsi, des années plus tard, les banquets organisés par la revue *Plus loin*, où des libertaires de toutes tendances confrontent leurs opinions, aboutissant à deux courants antagonistes : les libertaires proches du sionisme et ceux qui le refusent⁴². De même en 1938, Jules Chazoff publie dans *Le Libertaire*⁴³ un article sur les massacres en Palestine. Il utilise des arguments analogues à ceux des ESRI: le sionisme n'est pas une solution, il ne résoudra pas les problèmes de l'oppression; l'auteur propose la révolution sociale comme remède salvateur. Dans un second article⁴⁴, Jules Chazoff mentionne quinze jours après une lettre d'un militant nommé Flach, qui récuse ces arguments et lui dénie le droit d'utiliser le terme « nous » (anarchiste et juif). *Le Libertaire* publie la semaine suivante la réponse du groupe anarchiste juif de Paris qui refuse l'assimilation, rappelant pour ce faire les paroles de Kropotkine sur la spécificité des cultures nationales et le sionisme, et soulignant la richesse du mouvement ouvrier juif en Palestine dont la centrale syndicale Histadrout et les kibboutzim sont l'expression. Ces militants implorent les libertaires d'être attentifs au sort de tous les peuples victimes du fascisme : « Vous qui montrez, à l'égard du vaillant peuple espagnol en lutte contre les hordes du fascisme international, tant de compréhension et de touchante solidarité, penchez-vous aussi sur la grande misère juive, comprenez cette sombre tragédie d'un peuple, de ces milliers d'être

⁴¹ « Antisémitisme et sionisme », *Les Temps Nouveaux*, 1900.

⁴² *Plus loin*, n°111, juillet 1934

⁴³ *Le Libertaire*, n°615, 18 août 1938.

⁴⁴ *Le Libertaire*, n°617, 1^{er} septembre 1938.

humains, traqués en Allemagne, en Pologne, en Roumanie et dans combien de pays encore ⁴⁵ !... » En fait, le groupe anarchiste juif intervient de manière spécifique, même si beaucoup de ses membres appartiennent au mouvement libertaire ⁴⁶.

Après la Seconde Guerre mondiale, les débats reprennent de manière similaire, à une nuance de taille près, la naissance de l'État d'Israël. Selon les témoignages, les Juifs libertaires affichent une sympathie pour le jeune État. Le mouvement libertaire a dans son ensemble évolué. En effet, la fascination pour les kibboutzim et le syndicalisme israélien permet aux libertaires de reconnaître *de facto* l'existence d'Israël. Les évolutions de la société israélienne et les conflits avec les pays voisins ont, par la suite, modifié la vision des libertaires. Et les débats qui s'ensuivent donnent des réponses identiques aux débats de l'entre-deux-guerres ⁴⁷.

Si ces militants restent libertaires, il n'en demeure pas moins que les conflits et les attaques dont ils ont été l'objet les ont éloignés du mouvement libertaire organisé, voire de l'anarchisme dans le cas de certaines personnes.

Le témoignage d'Arnold Mandel représente partiellement les sentiments que pouvaient ressentir les militants juifs dans le mouvement anarchiste. Les anarchistes, de manière générale, ne se sont pas sentis concernés par le judaïsme. Il est possible d'examiner plusieurs raisons. L'incompréhension du phénomène national, la difficile distinction entre la religion et le peuple, la conflictualité entre l'universalisme libertaire et l'appartenance culturelle et nationalitaire. Les libertaires ont tendance à la gommer, voire à la nier. Si elle est définitivement enfouie dans la dimension universaliste, qui gomme toutes les

différences, elle peut parfois réapparaître à certaines périodes et devient alors point de rupture. Derrière cette forme d'universalisme, n'y aurait-il pas un jacobinisme dissimulé, ce qui peut sembler de prime abord étonnant pour la pensée libertaire ? Il existe également une autre raison, inhérente aux conceptions de l'anarchisme. Ce mouvement est composé de plusieurs courants qui s'opposent ou se superposent. Le premier est majoritaire, il se définit en fonction du but à atteindre et se refuse à voir d'autres issues que la révolution émancipatrice. Le second est minoritaire, plus réformiste ; il veut améliorer au quotidien les conditions d'existence de chaque groupe humain et par conséquent prend en compte l'ensemble de leurs revendications.

Sylvain Boulouque

⁴⁵ *Le Libertaire* n°618, 8 septembre 1938.

⁴⁶ Entretiens avec Nicolas Tchordadieff, 1993-1996. Cf. S. Boulouque, "Nicolas Tchordadieff", *Gavroche*, n° 79, janvier-février 1995.

⁴⁷ Cf. S. Boulouque, "Les anarchistes, le sionisme et la naissance de l'État d'Israël", *Gavroche*, n°101, septembre 1998, pp. 15-18.

Le débat anarchiste sur l'antisémitisme

(Cet article a été publié en italien dans l'ouvrage *L'anarchico e l'ebreo, storia di un incontro*, textes rassemblés et présentés par Amedeo Bertolo, Elèuthera, Milan, 2001. Nous remercions l'auteur et l'éditeur de nous avoir autorisés à le reproduire. Une version plus longue existe en néerlandais dans la revue *De AS* n° 138-139, été 2002. Y.C.)

L'essayiste Max Nomad a écrit un ouvrage contre l'antisémitisme, *The Jewish Conspiracy*. Le vrai nom de Nomad était Max Nacht. Il était d'origine juive, né dans la Galicie autrichienne et – comme tant d'autres dans cette région – il avait été un anarchiste convaincu durant la Belle Époque de l'anarchie avant 1914. Après la Première Guerre mondiale il a vécu – comme tant d'autres – aux États-Unis, où il a pris ses distances avec le monde libertaire. Il était devenu un sceptique, comme il a dit lui-même, ou un cynique, comme disent les autres, et il avait pris le nom de Max Nomad (*no mad*, pas fou), peut-être pour indiquer qu'il avait perdu la foi en l'anarchisme et en toutes les idéologies.

Dans le livre de Nomad, on trouve le dialogue suivant:

- Les causes de toutes nos malheurs, ce sont les Juifs!
- Mais non, les cyclistes!
- Pourquoi les cyclistes?
- Pourquoi les Juifs?

À mon avis, ici se termine tout débat sur l'antisémitisme, libertaire ou non libertaire. Néanmoins, il y a encore des choses à dire sur anarchisme et sionisme, et sur le conflit Israël-Palestine.

Commençons par quelques définitions.

Qu'est-ce que l'anarchisme? Chaque libertaire a sa propre définition. Je vous donne la mienne : « le rêve d'une société sans

domination et les tentatives de réaliser ce rêve sur tous les terrains de la vie humaine et de la société ». Ensuite, qu'est-ce que un Juif ? Les dictionnaires parlent toujours de croyant d'une religion monothéiste. Pour moi, un Juif est « chaque personne qui considère une partie de la culture ou de la tradition juive comme un aspect de son identité ».

J'ai utilisé les mots « partie » et « aspect ». Je veux dire par là que l'aspect juif de l'identité pourra être très important ou peu important selon les gens, avec beaucoup de nuances. Remarquez aussi que je n'ai pas parlé de la religion; on peut faire entrer la religion dans « culture et tradition juive », mais cela n'est pas nécessaire; dans la réalité de la vie, il y a des Juifs croyants et des Juifs libres penseurs. Ma définition ouvre aussi la possibilité pour des gens d'origine non juive de se considérer comme Juifs.

La définition que j'ai donné est subjective: « être Juif », et dans quel sens, ce doit être la décision consciente de l'individu lui-même.

L'anarchiste Gustav Landauer, Allemand et Juif d'origine, a illustré sa position et son identité de la manière suivante: Je suis Juif. Je suis Allemand. Je suis Allemand du Sud. Mais je ne suis pas un Juif allemand, ni un Allemand juif. Parce que, quand je dis « Juif allemand » ou « Allemand juif », je limite ma personnalité. Un « Juif allemand », c'est un Juif spécifique, et un Allemand juif, c'est un Allemand spécifique. En disant Juif *et* Allemand, on se ne limite pas, au contraire on

ajoute quelque chose, on agrandit, on développe sa personnalité.

Passons à la définition de l'antisémitisme. Les dictionnaires disent: « hostilité systématique à l'égard des Juifs ». C'est vrai, mais ce n'est pas toute la vérité. Il faut ajouter plusieurs choses.

L'antisémitisme est déjà par définition anti-libertaire.

Primo, c'est l'antisémite qui décide qui est Juif. Déjà Karl Leuger, le notoire leader du parti social-chrétien antisémite d'Autriche à la fin du XIX^e siècle, disait: « C'est moi qui décide qui est Juif. » Hitler – fort influencé par les idées de Leuger – a dit et a fait la même chose. Par conséquent, le Juif se fait dérober son identité, il se voit nier le droit de former sa propre personnalité. Il est Juif et seulement Juif. Il reste Juif et ne pourra pas échapper à ce destin.

Secundo, l'antisémitisme est irrationnel, utilisant un mélange d'arguments (religion, race, culture, socio-économique) contradictoires, et pleins d'abstractions et de généralisations, en niant l'individu vivant.

Donnons enfin la définition du sionisme: « l'idée et la pratique de créer une société juive au pays biblique, Palestine/Israël ».

Socialisme, anarchisme et antisémitisme.

Parlons maintenant de l'antisémitisme parmi les anarchistes et les socialistes. Il existe un livre de Edmund Silberner, *Sozialisten zur Judenfrage* (Les socialistes et la question juive, Berlin, 1962). C'est une lecture triste. Silberner a trouvé des remarques antisémites chez Fourier, Pierre Leroux, Proudhon, Bakounine, Marx, Engels, Benoît Malon, Augustin Hamon, Sydney et Beatrice Webb et d'autres. Chez Silberner, on trouve des socialistes de toutes les écoles, des réformistes et des révolutionnaires, des athées et des croyants, des socialistes d'origine juive et non juive.

En général, cet antisémitisme des socialistes est ignoré et même nié par leurs adhérents et admirateurs. Les anarchistes ne forment pas une exception. Ici, je m'intéresserai surtout à Proudhon et à Bakounine.

Comme chez tant d'antisémites, on trouve un mélange de qualifications irrationnelles sur des Juifs chez Proudhon et Bakounine: nation, religion, peuple, classe non productive, capitalistes etc.

Chez Proudhon, on trouve surtout des généralisations quand il parle des Juifs. Chez Bakounine, « être Juif » figure comme un argument dans la polémique contre des personnes. Et c'est lui qui décide que l'adversaire est Juif !

Les remarques les plus lamentables dans les écrits de nos deux pères de l'anarchisme ne furent pas publiées pendant leur vie. Les pires passages contre les Juifs se trouvent dans les *Carnets* de Proudhon et dans l'écrit contre Moses Hess de Bakounine, publié par Max Nettlau dans le tome V des *Œuvres*. De fait, Hess lui aussi, qui appelait Bakounine un « barbare russe », est à blâmer. C'est regrettable, mais ce n'est pas une excuse pour l'antisémitisme de Bakounine. Ce dernier a eu même l'idée d'écrire une étude sur « les juifs allemands ». Dans ses polémiques contre Marx, il utilise régulièrement l'expression « Allemand juif », dans un sens très négatif.

Nettlau, écrivant sur l'antisémitisme de Bakounine (introduction à l'édition allemande, *Werke III*), pensait que, si son héros avait vécu plus longtemps et avait vu le mouvement socialiste juif, il aurait peut-être écrit d'une autre manière sur les Juifs. Silberner n'est pas convaincu par cette remarque, et moi non plus.

On a dit aussi, en tâchant d'excuser Bakounine, qu'on doit tenir compte de l'époque et de l'histoire personnelle de Bakounine, fils de grand propriétaire ayant carrière dans l'armée russe. Mais on ne trouve pas d'antisémitisme chez Alexandre Herzen ni chez Pierre Lavrov, contemporains de Bakounine, révolutionnaires russes nés eux aussi dans l'aristocratie et la haute société. Au contraire : « Pourquoi parler des races juives ? » écrit Herzen dans une lettre à Bakounine, après la réception du manuscrit de l'écrit contre Moses Hess (on trouve la lettre dans leur correspondance).

Pierre Kropotkine, lui aussi aristocrate russe et officier de l'armée du tsar, était libre de préjugés anti-juifs et il a toujours fait acte

de présence dans des manifestations contre les pogroms et l'antisémitisme.

Une observation : quand Bakounine parle de « Juif allemand », l'adjectif « allemand » est aussi péjoratif que le mot « Juif »!

Le XIX^e siècle était plein d'idées préconçues et de généralisations sur les peuples et les races: « Les » Allemands sont autoritaires, mais aussi solides; « les » Français sont superficiels, mais ils ont de l'esprit, etc. À de rares exceptions près, on trouve chez tous les gens de progrès au XIX^e siècle une tendance à « l'orientalisme », c'est-à-dire à l'idée de la supériorité du monde européen face aux autres civilisations, avec des idées préconçues sur les peuples vivant en dehors de l'Europe et des États-Unis.

Le progrès, c'était l'europanisation du monde. Parmi les rares exceptions figure Louise Michel; en Nouvelle-Calédonie, elle était indignée du dédain que montraient ses camarades, les communards condamnés, pour la population indigène, les Kanaks, et leur civilisation.

Pour conclure cette partie : comme libertaires, il nous faut condamner Proudhon et Bakounine pour leur antisémitisme.

Les pogroms et la réaction des Juifs.

En Russie, l'attentat réussi contre l'empereur Alexandre II en 1881 ouvre une époque de répression contre les Juifs, avec des pogroms et des persécutions. La législation et des mesures spéciales frappent tellement les Juifs que leur existence socio-économique, déjà très difficile, devient presque impossible.

La culture des Juifs est directement menacée et leurs droits légaux de plus en plus restreints. On commence à utiliser le mot « *Luftmenschen* » (hommes de l'air) pour les Juifs en Russie.

En dehors de Russie, on voit naître des mouvements antisémites populaires en Autriche, en Allemagne et en France. Ces mouvements ont souvent un caractère social et se dirigent contre l'ordre établi. D'où viennent-ils ?

Du développement du capitalisme, menaçant certaines catégories de la petite bourgeoisie et du prolétariat, et naturellement

d'une source plus ancienne, les vieux préjugés contre les Juifs, nourris par les Églises.

Les pogroms et l'antisémitisme ont provoqué des réactions différentes parmi les Juifs:

1. L'émigration des Juifs d'Europe orientale vers des pays plus libres. Jusqu'en 1914, deux millions de Juifs sont arrivés aux États-Unis et 300 000 en Angleterre. D'autres ont cherché leur futur en Argentine et dans d'autres pays de l'Amérique latine. Avec cette immigration, un prolétariat juif est arrivé dans le monde occidental, un prolétariat très pauvre.

2. La poursuite de la vie traditionnelle, soit en Russie malgré la répression, soit dans de nouvelles circonstances en Amérique ou en Angleterre.

3. L'assimilation dans la société existante.

4. Le mouvement révolutionnaire et socialiste.

5. Le sionisme.

Le mouvement anarchiste yiddish .

Quelques mots d'abord sur le mouvement révolutionnaire juif – ou plutôt yiddish, et plutôt sur les mouvements. Des Juifs ont été actifs dans les mouvements marxistes, anarchistes et socialistes-révolutionnaires. Dans l'empire du tsar russe et dans l'empire d'Autriche-Hongrie, en Europe occidentale et en Angleterre, aux États-Unis et en Argentine.

Naturellement, l'idée fondamentale des mouvements révolutionnaires était que la libération des ouvriers était aussi la libération des Juifs et du genre humain tout entier. Non à l'assimilation dans l'ordre établi, l'ordre capitaliste. Le monde nouveau, encore à créer, sera la libération des Juifs.

L'organisation juive marxiste la plus connue est le Bund de Pologne et les marxistes d'origine juive les plus connus sont Rosa Luxemburg et Léon Trotsky. Parmi les anarchistes d'origine juive, Emma Goldman et Alexandre Berkman sont peut-être les plus fameux.

L'Angleterre, les États-Unis et l'Argentine ont connus des mouvements anarchistes yiddish de grande importance.

Le beau livre de William J. Fishman, *East End Jewish Radicals 1875-1914*, et les mémoires de Rudolf Rocker, *The London Years* et *En la Borrasca*, donnent des descriptions vivantes du mouvement yiddish dans l'East End de Londres avant la Première Guerre mondiale. Dans les mémoires d'Emma Goldman, *Living my Life* ou *L'épopée d'une anarchiste*, et dans les études de Paul Avrich sur l'anarchisme aux États-Unis – *The Modern School Movement*, *Anarchist Portraits* et *Anarchist Voices* – on trouve un nombre impressionnant de militants d'origine juive.

Rocker – Allemand et non juif – fut pendant vingt ans, avant 1914, l'âme du mouvement yiddish à Londres et le rédacteur de périodiques comme *Arbeiterfreund* et *Germinal*. Il était orateur, organisateur, inspirateur.

Le mouvement – et ceci est d'importance pour notre sujet – était un mouvement ouvert, solidaire avec des ouvriers non juifs et non libertaires (entre autres pendant la grande grève de 1912); tout le monde était bienvenu dans le club du mouvement (Lénine fut parmi les visiteurs).

En Amérique, les Juifs étaient une minorité parmi d'autres : « Il y a aussi eu des anarchistes juifs, unis par leur langue et par leurs traditions en sus de leurs convictions politiques », écrit Avrich dans *Anarchist Portraits* (p. 176).

De même, on trouve dans l'histoire de l'anarchisme aux États-Unis des anarchistes espagnols, des anarchistes italiens et des anarchistes allemands; chaque culture avait ses propres périodiques, ses organisations, ses traditions, etc. On a connu plus de 20 périodiques en langue yiddish aux États-Unis. Leur porte-parole le plus important, *Freie Arbeiter Stimme*, a existé pendant près de cent ans.

Il n'y a pas eu de différences entre l'évolution du mouvement yiddish et celle des autres langues ou cultures. De plus en plus, les vieux militants se sont intégrés dans la société américaine et les nouvelles générations ont achevé leur américanisation. Les enfants ont gardé souvent une certain

sympathie pour les idées, mais ils ont quitté le mouvement et ils ne parlent plus les langues de leurs parents. C'est l'assimilation.

Assimilation et mouvement antisémite.

L'émancipation légale des Juifs est un produit de la Révolution française. Cela leur a ouvert en théorie la possibilité de s'assimiler et de s'intégrer. Mais dans la pratique sociale, ce n'est pas une loi. L'intégration n'est possible qu'à la condition d'être accepté par les autres membres de la société. Ainsi l'assimilation n'est pas qu'un choix libre du Juif, elle dépend des autres. Et parmi les autres on trouve des antisémites, niant, interdisant aux Juifs le droit de se développer, de former ou de changer leur propre identité.

Comme nous l'avons vu, c'est à la fin du XIX^e siècle que s'établissent les mouvements antisémites en Europe, avec des périodiques, des organisations et des partis politiques. C'étaient des mouvements populaires avec des programmes sociaux, faisant appel à la population tout entière, c'est-à-dire aussi aux ouvriers et aux autres couches sociales pauvres.

Pour les socialistes parlementaires, les antisémites n'étaient pas seulement l'ennemi, c'était aussi la concurrence, la compétition.

Antisémitisme et mouvement révolutionnaire.

Confrontées à un parti antisémite ayant un programme social et démocratique, comme par exemple en Autriche, les réactions des socialistes témoignent d'une certaine peur. Dans une lettre de Karl Kautsky à Friedrich Engels de 1884 (citée par Silberner, p. 231), nous lisons à propos de l'Autriche: « Nous nous donnons beaucoup de peine pour éviter que nos gens ne fraternisent avec les antisémites. »

Fraterniser, voilà l'antisémitisme dans les rangs des socialistes eux-mêmes. En effet il y avait à la Belle Époque une minorité, parmi les militants socialistes et anarchistes, qui avait une appréciation positive de l'antisémitisme et qui se déclarait même en faveur des pogroms en Russie. Chez les Narodniki russes, tant admirés par les libertaires en Europe, on trouvait malheureusement passablement d'antisémites.

Dans le raisonnement de certains révolutionnaires, le pogrom de Kichinev (1903) de triste mémoire, lors duquel des Juifs et leurs maisons furent attaqués, fut considéré comme le début de l'expropriation. Malgré la présence de passablement de Juifs dans l'organisation, la Narodnaja Volja a lancé des appels aux pogroms !

Max Nettlau raconte (malheureusement, je n'ai pas retrouvé le texte) qu'en 1906, après le pogrom d'Odessa, il avait eu une conversation avec un révolutionnaire russe sur l'événement. Nettlau avait exprimé son étonnement du fait que les révolutionnaires à Odessa, lutteurs héroïques de la révolution de 1905, étaient incapables d'arrêter les antisémites. « Mais ce sont les mêmes personnes », fut la réponse du Russe. Ces cinq mots m'ont appris plus qu'une bibliothèque entière, tel est le commentaire de Nettlau.

« On commence par être antisémite, et on finit par devenir socialiste » fut le raisonnement et l'espoir de quelques militants. Parmi les libertaires accusés de ce raisonnement ou d'antisémitisme figurent Emile Janvion et Emile Pataud. Janvion a même parlé à un meeting d'antisémites. Fait curieux, ces militants ont toujours nié être antisémites. Dans les écrits d'Augustin Hamon, on trouve des remarques contre les Juifs, et Émile Pouget a utilisé dans ses articles des mots comme « youpin ».

Kropotkine, Rocker, Elisée Reclus, Sébastien Faure et la grande majorité des libertaires non juifs étaient toutefois des ennemis acharnés de l'antisémitisme. Bernard Lazare, lui-même libertaire d'origine juive, fut le premier défenseur de Dreyfus. Faure fut le grand organisateur de l'agitation en faveur de Dreyfus. Il fut suivi par Jean Grave et Pouget. Faure était déjà bien actif en faveur de Dreyfus quand des socialistes parlementaires comme Jules Guesde, Auguste Vaillant, voire Jean Jaurès, hésitaient encore.

Sionisme et anarchisme.

On le sait, le sionisme est né suite à l'affaire Dreyfus. On pourrait dire que le sionisme est le produit de l'antisémitisme. Les premiers sionistes, des hommes comme Theodor Herzl et Bernard Lazare, étaient des

assimilationnistes convaincus. Mais « l'assimilation n'est pas possible, l'antisémitisme est trop fort », voilà la leçon tirée de l'affaire Dreyfus par les sionistes. La conclusion qu'ils en tirèrent fut de réclamer la libération nationale pour le peuple juif.

Libération nationale n'est pas libération sociale, au contraire. La lutte contre la conception de la libération nationale d'hommes comme Mazzini et Garibaldi est un aspect central dans l'anarchisme de Bakounine. Nous ne pourrions pas nous attendre à ce que les anarchistes apprécient l'apparition du sionisme, ni que la presse libertaire y prête beaucoup d'attention. Certainement pas avant la Première Guerre mondiale.

Néanmoins, j'ai trouvé au tournant du siècle deux textes intéressants sur le sionisme et l'antisémitisme: le rapport « Sionisme et antisémitisme » pour le congrès international anarchiste à Paris en 1900, écrit par le groupe ESRI (étudiants socialistes révolutionnaires internationalistes) et l'important livre d'Elisée Reclus, *L'Homme et la Terre*.

Le congrès de 1900 fut interdit par les autorités, mais les rapports ont été publiés dans le journal *Les Temps Nouveaux* et en brochures.

Le rapport pose les questions: « Un socialiste, un anarchiste peuvent-ils logiquement être antisémites ? Doivent-ils même se mêler à un mouvement antisémite, avec l'espoir de détourner ce mouvement de son but primitif vers un résultat plus conforme à leur aspirations ? »

La réponse des auteurs du rapport est non. On ne peut marcher avec des antisémites. Pour des raisons tactiques, on accepte et on marche avec une moralité sociale inférieure, mais d'abord par principes: « Nous y perdrons surtout de la dignité. »

Le rapport tâche d'expliquer l'antisémitisme dans le développement du capitalisme. La classe intermédiaire dont on a prédit « avec justesse » la disparition cherche un coupable pour ses problèmes économiques et sociaux et trouve le Juif. L'antisémitisme est fort dans les pays les plus réactionnaires, la Russie, l'Autriche-Hongrie.

En France c'est le produit de l'époque réactionnaire. On ne doit pas exagérer le danger de l'antisémitisme.

Le jugement du sionisme est négatif. C'est « sinon une lâcheté, au moins une faiblesse ». L'émigration des Juifs diminue le potentiel révolutionnaire; un sionisme capitaliste en Palestine n'est pas souhaitable et une tentative de sionisme communiste serait un échec.

Dans *L'Homme et la Terre*, le grand œuvre d'Elisée Reclus, publié après sa mort en six volumes (1905-1908), l'auteur a consacré plusieurs passages aux Juifs. Dans le volume V, on trouve un photo du pogrom de Kichinev et une carte avec les lieux des pogroms en Russie. Reclus nie l'existence d'une race juive, un Juif allemand est trop différent d'un Juif portugais (malgré ça il utilise le mot « race » dans quelques passages). Mais les Juifs « constituent à certains égards une nation, puisqu'ils ont conscience d'un passé collectif de joies et de souffrances, le dépôt de traditions identiques ainsi que la croyance plus ou moins illusoire à une même parenté » (tome VI, p. 373). De l'autre côté, Reclus accepte le dicton « C'est le ghetto qui a fait le Juif » et il ajoute: « En ouvrant les grilles du lieu maudit, on l'a plus qu'à demi déjudaïsé » (*ibid.*, p. 378). Pour lui, la question juive est d'abord une question économique et il s'attend à une assimilation graduelle. Même en Russie les Juifs, « quoique franchement atrocement persécutés, se russifient pourtant » (tome V, p. 467).

Reclus est un des rares libertaires qui parle avec une certaine sympathie du sionisme : « Tandis que la masse des Israélites se borne à s'accommoder de son mieux aux circonstances, et compte sur la "patience et la longueur de temps", grands réparateurs des injustices, certains descendants incontestables de banquiers, de rabbins juifs, cherchent basement à se perdre parmi les chrétiens, à faire oublier leur origine; mais d'autres, de plus noble métal, restent fiers de leur passé, revendiquent hautement leur nom, s'attachent à leurs légendes et, même lorsqu'ils ont cessé de croire, se réclament encore de la religion antique. Nombre de ces Juifs, trop étroitement patriotes pour se sentir solidaires avec d'autres que les gens de leur race, ont même

songé à se créer une vraie patrie matérielle, avec lois spéciales et frontières. Or, quel pays peut convenir pour devenir la patrie des Juifs si ce n'est pas la Judée, la "Terre de promesse (*sic*)" (...) ? » (tome VI, pp. 378-9)

Les colonies sionistes – à l'époque de Reclus toutes (sauf une) étaient établies sur le principe de la propriété individuelle – sont dans l'opinion de Reclus « une expérience économique et sociale du plus haut intérêt » (*ibid.*, p. 380) parce que cette expérience pourra donner la preuve que l'accusation des antisémites est fausse, selon laquelle « les Juifs sont incapables de cultiver les champs comme les gens des autres peuples ».

J'ai porté tant d'attention au rapport de 1900 et à l'œuvre de Reclus parce que tous deux me semblent représentatifs de la pensée de la majorité des anarchistes sur la question juive, sur l'antisémitisme et sur le sionisme. Surtout pour la période avant la Première Guerre mondiale, mais aussi pour beaucoup des militants dans la période après 1918.

En résumé :

1. Comme mouvement et dans ses idées, l'anarchisme a rejeté l'antisémitisme, mais les préjugés et surtout des remarques antisémites ne sont pas absents dans les publications anarchistes.

2. En général, les anarchistes ont sous-estimé le danger de l'antisémitisme dans la lutte pour la société libre. Il n'y a pas eu de propagande spéciale – avec des périodiques et des organisations – contre l'antisémitisme qui soit comparable à la propagande et à la lutte des libertaires contre des phénomènes comme le militarisme, l'alcoolisme, la religion, le colonialisme, etc.

3. Les anarchistes ont considéré l'antisémitisme comme un produit de l'obscurantisme (de l'Église) et du capitalisme.

4. Le sionisme fut considéré comme une lutte nationale, et l'anarchisme s'oppose à tout nationalisme.

5. On constate que les anarchistes ont peu porté attention à une lutte systématique contre les idées reçues et les préjugés. Fait

exception la lutte contre les religions et les Églises.

6. L'antisémitisme social – c'est à dire prendre une certaine distance par rapport aux Juifs dans la vie sociale et la vie privée, voir dans l'antisémitisme une conviction comme une autre – a été négligé. Mais au fond, cet antisémitisme social était plutôt un préjugé de la bourgeoisie que de la classe ouvrière.

Le nazisme.

Après la Première Guerre mondiale, le tsarisme et l'Autriche-Hongrie avaient disparu. L'Allemagne était devenue une république démocratique. L'antisémitisme était resté virulent dans les pays d'Europe orientale et centrale et fut considéré comme un phénomène de la droite politique.

La lutte contre l'antisémitisme était – comme avant 1914 – un aspect de la lutte générale pour une société libre. Dans la presse libertaire, on s'est intéressé aux victimes de l'antisémitisme, comme aux autres victimes de persécutions et des préjugés.

Rudolf Rocker mentionne l'antisémitisme en passant seulement dans son livre monumental *Nationalisme et Culture*, peut-être la contribution la plus importante à la pensée libertaire entre les deux guerres mondiales. Dans l'index de cet ouvrage, on ne trouve pas le mot sionisme.

Il va de soi que l'antisémitisme hitlérien et l'extermination des Juifs ont fait une impression profonde. Le nazisme a provoqué une nouvelle réflexion sur l'anarchisme. Le fondement de l'anarchisme traditionnel était l'idée du progrès, l'optimisme, la foi dans le futur, l'espoir: « Demain la révolution ». Cette espérance a disparu. Avec le nazisme et le totalitarisme, la civilisation occidentale était tombée dans la barbarie.

L'anarchisme des esprits les plus lucides devint plus modeste sous l'influence des horreurs du nazisme. Chez des hommes comme Rudolf Rocker, Max Nettlau et tant d'autres, on peut observer cette modestie déjà avant la Seconde Guerre mondiale. D'autres libertaires – à mon avis moins lucides – ont gardé des conceptions plus orthodoxes.

Israël et les Palestiniens

Comme tant des gens de gauche, beaucoup de libertaires, influencés par l'impuissance du mouvement ouvrier face au nazisme et au totalitarisme, se sont félicités de la proclamation de l'État d'Israël et sa capacité de survivre. La sympathie était humanitaire, plutôt que libertaire. On était heureux que des Juifs, toujours persécutés, aient enfin trouvé un pays où ils pouvaient vivre sans crainte de nouvelles persécutions. Les anarchistes plus orthodoxes étaient plus ou moins indifférents à Israël, en disant que c'était « un État comme les autres ». Parmi les admirateurs, Augustin Souchy y fit un séjour de quatre mois (1951-1952) et écrivit un livre sur *El nuevo Israel*, plein de sympathie pour les kibboutzim.

Comme nous le savons, après la guerre de 1967 et l'occupation de la Cisjordanie, Israël a été de plus en plus critiqué par les nouvelles générations de gauche. Dans le conflit israélo-palestinien, on a pris parti en faveur des Palestiniens sans faire la critique de l'OLP et d'Arafat et sans tentative d'apaisement. Au contraire, on pourrait parler d'une identification.

Dans des articles sur le conflit parus dans une partie de la presse libertaire et antiautoritaire, on peut observer la même position. Elle a suivi la mode de gauche sans tenter de chercher une position libertaire.

Il y a de nouveau dans certains milieux une tendance à un nouvel antisémitisme. Suivant la propagande de l'OLP, on écrit « les » Juifs, « les » sionistes et on identifie complètement Israël, la politique d'Israël, les Juifs en dehors du pays et le sionisme. On a copié l'habitude de la presse dans les pays communistes totalitaires et de la propagande de l'OLP d'utiliser toujours les adjectifs « impérialiste », « fasciste » avec le mot sionisme.

Cela m'a étonné et j'ai tâché, dans un article de la revue anarchiste néerlandaise *De AS*, d'approcher le conflit d'un point de vue libertaire. Voici quelques-unes de mes réflexions.

Il va de soi qu'on doit rejeter la politique israélienne, l'occupation de la Cisjordanie et la colonisation avec le vol des terres et de l'eau, les violations des droits humains. Israël doit abandonner ses colonies en Cisjordanie.

Il y a un changement remarquable en Israël et dans le sionisme. L'idée fondamentale du sionisme fut: « Nous les Juifs, nous voulons devenir un peuple comme les autres peuples, avec un territoire, un État. » C'était pour des hommes comme Herzl la raison d'être du sionisme, et pendant des années après la proclamation du nouvel État on a gardé cette conception. Mais après la guerre de 1967 on dit de plus en plus en Israël: « Nous ne sommes pas un peuple comme les autres. Nous sommes un peuple exceptionnel. Nous sommes le peuple élu. » Un peuple exceptionnel? C'est la négation du sionisme originel.

Si on juge le sionisme, on doit juger aussi le nationalisme palestinien. L'un et l'autre représentent le nationalisme et des mouvements de libération nationale. Comme nous l'avons déjà vu, l'anarchisme est né en luttant contre le nationalisme et l'idée de libération nationale.

Pas seulement au temps de Proudhon et Bakounine : entre les deux guerres mondiales, les libertaires étaient solidaires avec la lutte anticolonialiste et contre l'impérialisme, mais contre le nationalisme.

Il y a une différence intéressante entre l'OLP et tous les autres mouvements de libération nationale. Seule l'OLP a voulu la destruction de l'ennemi comme État, comme entité nationale. Les autres ont lutté seulement pour la fin de la colonisation, pour la liberté nationale. Si par exemple l'Indonésie avait demandé dans la lutte anticolonialiste la liquidation des Pays-Bas, le conflit entre les deux pays ne serait pas encore terminé aujourd'hui !

La création de l'État d'Israël, les guerres et l'occupation ont créé des tragédies humaines pour les Palestiniens et beaucoup d'injustices. Mais il y a des injustices qu'on ne pourra pas redresser sans créer de nouvelles injustices. Par exemple, le retour des réfugiés au Liban à leurs anciens domiciles (ou mieux, aux domiciles de leurs parents et grands-parents) sur le territoire israélien.

Le problème des réfugiés au Liban est dramatique et plein d'injustice, mais ne diffère pas du destin tragique de dizaines de

millions d'autres réfugiés, victimes des guerres et de la politique au XX^e siècle.

Israël a demandé des frontières défendables, des frontières sûres. Mais la seule garantie pour une frontière en sûreté, c'est la paix, pas la paix de la conquête ou de la victoire, mais la paix profonde entre des peuples, qui veulent la paix et respectent les droits des autres.

J'ai trouvé certains parallèles entre le conflit au Moyen Orient et la guerre de quatre-vingts ans entre les Pays Bas et l'Espagne au XVI^e siècle.

D'abord entre Guillaume le Taciturne (le prince d'Orange) et Yasser Arafat. Les deux ont toujours cherché de l'aide dans d'autres pays. Guillaume chez les princes protestants en Allemagne, en France et en Angleterre. Cette politique s'est toujours terminée sur un échec. Enfin ce fut la lutte des gueux et de la population des villes, avec le slogan « Aidez-vous vous-mêmes », qui a apporté la victoire aux rebelles.

Arafat, comme le Prince d'Orange, a cherché – et cherche encore – l'aide d'autres pays: Égypte, Syrie, Iran, Irak, Russie, États-Unis, etc. Mais c'est l'Intifada de la population elle-même (et en dehors du cadre de l'OLP) qui, enfin, a aidé les Palestiniens de Cisjordanie. Certes, je n'aime pas la violence, mais la violence d'une Intifada ne pourra jamais menacer l'existence d'Israël. Ainsi, malgré la violence et la douleur, j'ai salué l'Intifada. Et je trouve dommage qu'Arafat et l'OLP aient plus ou moins « volé » l'Intifada. Maintenant on est revenu à la politique de gagner quelque chose avec l'aide d'autres puissances régionales et mondiales.

On doit accepter la division. Après la guerre de quatre-vingts ans, les Pays-Bas étaient divisés: la république libre et protestante au nord, la continuation du régime espagnol et catholique au sud, une partie annexée par la France. Entre le nord et le sud, une partie que nous pouvons comparer avec la Cisjordanie, un territoire sous la souveraineté des autres provinces et gouverné comme un pays occupé parce que sa population était restée catholique.

Je pense que le sort des Palestiniens sera comparable. Un État palestinien en Cisjordanie et à Gaza.

Les Palestiniens devenus Israéliens (maintenant encore citoyens de deuxième classe). Pour les Palestiniens dans les camps de réfugiés dans des pays en dehors de Palestine, leur intégration dans ces pays – comme nous le voyons déjà en Jordanie – me semble la seule solution possible.

Mes réflexions n'offrent pas une solution anarchiste au conflit. Mais elles sont peut-être utiles pour une approche libertaire. N'oublions pas que l'anarchisme est né dans une tradition. Cette tradition est bien formulée dans les titres de deux livres de Thomas Paine. Paine était citoyen de la Révolution française et citoyen de la Révolution américaine, mais dissident dans les deux révolutions. Les titres de ses livres sont *Le droit des hommes* et *Le bon sens*. Ajoutons encore un mot: la paix.

Rudolf De Jong

Rudolf De Jong

Quelques remarques générales sur l'anarchisme, « les Juifs », le sionisme et l'anti-sémitisme, avec quelques informations concrètes sur les Pays-Bas

(Nous remercions l'auteur de nous avoir autorisés à reproduire cet article.Y.C.)

1 Remarques générales

Il y aurait de bonnes raisons d'écrire ici le mot Juifs avec des guillemets — « Juifs » — parce qu'il y a eu et il y a, en particulier au sein du mouvement anarchiste et d'autres mouvements révolutionnaires, beaucoup de gens d'origine juive, sans qu'ils soient juifs au sens religieux du terme. Mais, bon, pour des raisons pratiques, je n'utiliserais pas de guillemets.

Alors, un Juif, c'est quoi ?

Selon moi, c'est un aspect de la personnalité d'un certain individu. Le contenu de cet aspect et l'importance qu'il revêt pour la personne en question ne dépend que d'elle. En d'autres termes; chacun doit décider pour lui-même s'il est juif, et de quelle manière. Il est donc possible, en même temps, de se considérer Juif et d'être athée. J'espère pouvoir illustrer ceci par l'exemple de la personnalité de Gustav Landauer.

Beaucoup de militants anarchistes étaient juifs. Beaucoup avaient des racines allemandes, russes ou d'Europe de l'Est, et beaucoup immigrèrent en Amérique ou en Europe de l'Ouest. Leurs idées anarchistes ne furent pas influencées par la religion de leurs parents, ou alors de manière négative. Je ne vois guère de différence entre l'attitude de ces anarchistes juifs envers la religion et celle d'autres libertaires. Il y a certainement beaucoup à dire quant à leur importance pour le mouvement, je

mentionnerais quelques personnes et quelques mouvements.

L'antisémitisme a été « justifié » par des raisons religieuses, des raisons socio-culturelles et économiques, des raisons racistes ou politiques. Nous trouvons surtout un mélange de ces arguments. L'antisémitisme s'oppose à toutes les formes de libéralisme, de socialisme et d'anarchisme, il s'oppose aux droits de l'homme les plus fondamentaux et il s'oppose au droit des personnes de décider pour elles-mêmes si elles veulent être juives et de quelle manière.

Néanmoins, le fait honteux demeure; on trouve des remarques antisémites et de l'antisémitisme dans des écrits d'anarchistes. Proudhon, Bakounine et d'autres doivent être mentionnés ici. Nous devons analyser leur anti-sémitisme et la réaction des autres anarchistes. Et nous devons nous demander si leur antisémitisme était différent d'autres formes de préjugés (préjugés nationalistes par exemple) parmi les libertaires. Nous devons aussi nous demander s'ils différaient des autres révolutionnaires et socialistes dans leur attitude à l'égard des Juifs et dans leur anti-sémitisme.

L'antisémitisme en tant que mouvement social date de la fin du XIX^e siècle (affaire Dreyfus, pogroms en Russie, mouvements sociaux chrétiens, catholiques, en Autriche).

Il a été, avec peut-être quelques exceptions, rejeté par les anarchistes.

Le sionisme a été d'une manière décisive la réaction contre les mouvements sociaux antisémites. Un rapport anarchiste intéressant sur l'antisémitisme et le sionisme a été pour le congrès anarchiste international (interdit) de Paris en 1900. L'antisémitisme est resté rare dans les écrits anarchistes en tant que problème spécifique.

La réaction libertaire au nazisme et à la Shoah (l'Holocauste) n'a pas été particulièrement différente des réactions des autres personnes civilisées. Néanmoins, elle a fait voir à nombre de libertaires que leurs conceptions du progrès et de la révolution avaient été trop optimistes. Nombre d'entre eux abandonnèrent donc leurs espoirs révolutionnaires en faveur de buts libertaires plus modestes. J'ai trouvé peu de signes d'intérêt envers les kibboutzim dans les écrits anarchistes, à l'exception d'Augustin Souchy.

2. Les Pays-Bas

Les Pays-Bas ont une réputation de tolérance. Il s'y est néanmoins trouvé un anti-sémitisme socio-culturel et religieux de forme modérée. Sous ces formes modérées, il a souvent été socialement accepté, comme cela a été le cas pour d'autres préjugés religieux et racistes.

Il a été rare dans les cercles anarchistes et socialistes.

Dans le mouvement syndical, la Hollande, et en particulier Amsterdam, a connu un syndicat de travailleurs du diamant, l'ANDB. L'ANDB n'était évidemment pas religieux, mais la quasi-totalité des travailleurs du diamant provenaient de la communauté juive d'Amsterdam.

L'ANDB était un syndicat modèle, selon les idées social-démocrates: discipline, leadership fort, rejet de l'action directe, collaboration avec le parti, etc. Les anarchistes et les syndicalistes révolutionnaires étaient donc les ennemis

déclarés de l'ANDB. Dans la biographie d'Henri Polak, le leader de l'ANDB, je n'ai trouvé qu'une seule fois une accusation anti-sémite dirigée contre Polak par un anarchiste; cet anarchiste était lui-même juif.

L'antisémitisme culturel était rare dans les cercles libertaires. Cependant, dans les années 30 au moment où Hitler était déjà au pouvoir, il y eut une discussion acerbe dans la presse libertaire au sujet de remarques anti-sémites dans le *Vrije Socialist* et de son rédacteur en chef G. Rijnders.

Après la création de l'État d'Israël, il y a eu des discussions sur le sionisme, l'existence d'Israël, sa politique, etc. Ces discussions ne différaient pas beaucoup de celles qui avaient lieu entre d'autres gens. Le célèbre écrivain libertaire A.L. Constandse fut impliqué dans ces débats.

3. Israël et les Palestiniens

Dans le mouvement anarchiste, les discussions et les positions quant au conflit entre Israël et le monde arabo-palestinien ont souvent été une question de « de quel côté es-tu? » Les plus âgés des anarchistes ont en général été en faveur d'Israël, voire très heureux de son existence, et ils acceptaient sans beaucoup de critiques la position israélienne dans le conflit. Dans les années 60, le courant s'est renversé: les jeunes anarchistes et les activistes ont adopté sans réserves la position palestinienne et défendu les activités de l'OLP. Parfois cette position anti-israélienne a été mêlée d'anti-sémitisme. C'est surtout en France que l'on en a discuté.

Je crois qu'une approche anarchiste du conflit est possible. On doit abandonner l'approche nationaliste et cesser d'admirer les mouvements de libération nationaux.

La conception anarchiste de la révolution sociale a été en partie formulée (et c'était une partie essentielle) dans les débats idéologiques de Proudhon et

Bakounine contre l'idée de révolution nationale, défendue par des hommes tels que Garibaldi et Mazzini. Aujourd'hui, l'accent doit être mis sur les droits de l'homme des gens ordinaires et contre l'idée de l'identité nationale, l'État.

Dans la revue libertaire néerlandaise *De AS*, j'ai essayé de formuler une approche à la fois anarchiste et réaliste, sans me faire trop d'illusions. J'ai comparé Yasser Arafat au héros national hollandais Guillaume d'Orange et je les ai blâmés

tous deux pour la même raison; ils ont demandé partout aide et prestige, en oubliant de s'aider eux-mêmes.

Après tout: la paix véritable est une paix entre êtres humains, pas un état de non-guerre entre États.

Rudolf De Jong

Ronald Creagh

L'Horreur ethnocratique

Trois questions sur le Moyen-Orient

(Ce texte se trouve sur le site Recherche sur l'anarchisme. Nous remercions l'auteur de nous avoir autorisés à le reproduire.Y.C.)

Le drame du Moyen-Orient préoccupe, passionne, aveugle. Une saine réflexion impose de rechercher une position qui corresponde à la fois aux exigences de l'éthique et à celles de l'efficacité.

Un peu de notre âme est dans ce berceau d'une partie de l'humanité. Et mille questions se posent: pourquoi ces perpétuels conflits? Peuvent-ils nous affecter? Où veut-on nous mener? Pouvons-nous et devons-nous agir?

On posera trois questions:

** Pourquoi s'intéresser à la Palestine?*

** La coexistence d'un État d'Israël et d'un État de la Palestine est-elle la solution souhaitable?*

** Quelle est la structure des rapports entre les deux populations?*

Cette réflexion se conclura par quelques propositions pour une action efficace et inspirée par l'éthique.

Mais comme l'auteur ne dispose pas du privilège de l'infailibilité, il recevra avec reconnaissance les critiques, commentaires et suggestions. On trouvera son adresse à la fin de ce texte.

- Pourquoi s'intéresser à la
- Palestine ?

On peut d'abord remarquer que le drame palestinien est loin d'être le seul du monde contemporain. On ne parle guère pourtant des millions de Chinois atteints par le SIDA, du fait de l'incurie des services étatiques, des guerres endémiques qui sévissent dans plusieurs régions du

globe, des pays en ruine d'Afrique, d'Asie ou d'Amérique du Sud. En effet, depuis le XIX^e siècle aux États-Unis, et de plus en plus fréquemment ailleurs, quand les médias et les campagnes électorales ne se livrent pas aux discussions triviales, leurs débats sont strictement circonscrits aux intérêts des classes dirigeantes et le choix des positions acceptables est exclusivement orienté selon leurs intérêts. Ce n'est que lorsque des conflits internes opposent les magnats de la finance, de l'industrie ou de la politique qu'ils prennent à témoin l'opinion publique afin de la rallier à leur camp. Ce fut le cas, par exemple, au cours de la guerre du Vietnam.

Les médias ne parlaient guère du sort des Palestiniens pendant toute une époque. S'ils le déplorent maintenant, c'est parce qu'il existe un désaccord entre les décideurs : le gouvernement israélien d'une part, celui des États-Unis de l'autre.

Sans doute, les gouvernements étatsunien et israélien sont d'accord sur l'existence et la nature de l'État palestinien, qu'ils entendent maintenir dans une situation de colonisé et un principule de plus ne changerait pas grand-chose à la situation. Mais Bush est embarrassé par son émule, Sharon, car les cadavres des Palestiniens hantent le monde arabe et le lui aliènent.

Il souhaite rétablir le calme au plus tôt afin de pouvoir reprendre ses propres massacres, en Irak ou ailleurs. Ainsi sommes-nous enfermés dans l'espace contraignant d'un discours qui nous impose à la fois l'objet de notre réflexion et ses propres alternatives.

Ainsi le Moyen-Orient ne peut nous laisser indifférents et s'il existe d'autres lieux sinistres, la proximité de celui-ci offre peut-être plus de possibilités d'action. Néanmoins, nous ne pouvons engager la réflexion avec des cartes faussées et nous trouver coincés dans une seule alternative, reconstruire ou non l'État palestinien, quand il existe d'autres possibilités.

*** L'État est-il une solution ou fait-il partie du problème ?**

Les militants de gauche raisonnent que si les Juifs ont droit à un État, les Palestiniens aussi. C'est vrai. Et aussi les Basques, les Bretons, les Corses, les Québécois, le Val d'Aoste, les Arméniens, les Kurdes et les Gitans.

La situation d'urgence, le réalisme semblent imposer cette solution et certains anarchistes l'appellent de leurs vœux: on ne peut laisser se perpétuer un ethnocide. Le mouvement libertaire se trouve divisé, comme il l'a été en 1914, en 1939, et plus récemment au moment de la guerre d'Algérie. Peut-il défiler avec des gens qui crient «Allah akhbar », doit-il réclamer un État Palestinien, pour mettre fin au massacre ? Peut-il s'isoler d'un mouvement social toujours plus visible ? Dans sa position ultraminoritaire, a-t-il d'autres choix ? Il ne peut s'exposer au reproche de Péguy aux chrétiens : « Ils ont les mains propres, mais ils n'ont pas de mains. » Encore faut-il bien analyser la situation et les possibilités offertes à la mouvance libertaire.

Mais le réalisme est que la décision d'un État se fera sans demander l'avis des libertaires. D'une part, on peut toujours appeler État n'importe quelle collectivité territoriale, et même, pourquoi pas, une île déserte ou un camp de réfugiés.

Quel esprit libertaire peut-il dans la même phrase réclamer l'autonomie d'un peuple et en faire le captif d'un État ? N'est-ce pas contradictoire et pervers ? L'État d'Israël fut une erreur historique, dénoncée d'ailleurs par certains juifs.

Dès 1906, le journal anarchiste *Mother Earth*, publié par Emma Goldman et des militants qui étaient pour la plupart d'origine judaïque, déploraient ce repli identitaire. Selon eux, les Juifs constituaient un peuple élu au sens où leur statut social les incitait à être les meilleurs combattants de toute guerre de libération. Le repli nationaliste constituait un abandon de l'esprit internationaliste si caractéristique de la judéité et aboutissait à un retrait du mouvement révolutionnaire international. Cette régression, ce rétrécissement des perspectives n'offrirait rien en échange : les Polonais avaient bien obtenu la souveraineté nationale qu'ils réclamaient, cela ne les avait pas empêchés d'être la proie de la Russie¹.

L'opposition au nationalisme juif n'était pas limitée aux cercles radicaux, elle s'exprima aussi dans des milieux conservateurs. Le « Conjoint Committee » pour les questions concernant les communautés juives de l'étranger, fondé en 1878 par les deux principales organisations juives britanniques, le Board of Deputies et l'Anglo-Jewish Association publiait le 24 mai 1917 dans le *Times* de Londres la déclaration suivante : « L'établissement en Palestine d'une nationalité juive fondée sur la théorie de l'absence de toute patrie pour les Juifs aurait pour conséquence de faire considérer les Juifs comme des étrangers dans leurs pays d'origine, et de compromettre leur situation péniblement acquise de citoyens et de nationaux de ces pays. Bien plus, une nationalité juive politique, poussée à sa conclusion logique, constituerait dans l'état actuel du monde un véritable anachronisme. Le seul critérium certain d'un Juif étant la religion juive, une nationalité juive devrait nécessairement se fonder sur la base de la religion et être limitée à elle. On ne saurait admettre un instant qu'un groupement quelconque de Juifs puisse aspirer à un État constitué sur une base religieuse et limité aux questions de liberté de conscience. Cependant une nationalité religieuse peut-elle avoir

quelque autre formule politique ? La seule alternative serait l'établissement d'une nationalité juive temporelle, établie sur quelques vagues principes de race et de particularités ethnographiques ; mais une nation ainsi conçue ne serait pas juive au sens spirituel du mot ; son établissement en Palestine serait la négation de tout idéal, de toutes les espérances par quoi la restauration de la vie juive en ce pays se recommande à la conscience et à la sympathie du judaïsme. »

Encore récemment, le 7 février 2002, le Congrès rabbinique de l'État de New York remettait en cause, pour des raisons religieuses, l'existence de l'État d'Israël : « L'observation des préceptes de la Torah interdit aux Juifs d'avoir un État, cet État fût-il religieux. »

Dans le camp opposé, les interventions du Hamas, du Hezbollah ou même d'Arafat n'augurent rien de positif. Les deux premiers manipulent le terrorisme en étant sans doute eux-mêmes manœuvrés par des pays musulmans et des services secrets occidentaux qui cherchent à vassaliser les Palestiniens. Quant à Arafat, il faut lui demander des comptes : l'Union européenne lui a versé des milliards. Où sont-ils passés ?

Ne pas s'enfermer dans la question de la nécessité d'un État. S'affranchir du déluge d'explications que déversent les médias. Tout cela relève plus de concepts recyclés d'un passé immédiat que d'une analyse en profondeur.

Les sciences politiques ont forgé des outils pour appréhender quelque dix mille ans d'histoire — celle des États —, ce qui ne représente guère qu'une infime proportion de l'histoire de l'humanité. Cinq minutes d'un bon film ne suffisent pas pour le comprendre.

L'apparition des « grandes civilisations » n'a pas éliminé les guerres tribales du passé mais les a sans doute exacerbées. Les « progrès » des techniques militaires permettent de perfectionner les traumatismes et les assassinats collectifs. Les styles et les mentalités se transforment,

les formes diverses de groupes primaires persistent. Aucun continent n'échappe aujourd'hui aux querelles ethniques.

Et leur explication s'accompagne d'un éternel malentendu. On examine les responsabilités de l'État, les luttes de classe, les aspirations suscitées par telle ou telle culture ethnique contestataire, les points de cristallisation des conflits.

On ne saisit pas le point aveugle des collectivités dominantes et contestées : celles-ci ne veulent pas voir que les contestataires les considèrent, elles aussi, comme de simples groupes ethniques. Les Français de France, par exemple, ne se perçoivent pas comme une ethnie mais comme une culture et une civilisation.

Les majorités prétendument silencieuses se découvrent soudain minoritaires. Aux États-Unis par exemple, elles se voient contraintes d'offrir des gages symboliques en recrutant quelques minoritaires pour exercer dans leurs institutions des fonctions de représentation.

En France, le courant lepéniste, d'extrême-droite, s'invente un passé imaginaire et, sous couvert de nationalisme, exprime sans le dire des revendications de type ethnique. Même les politiciens conventionnels utilisent le vocabulaire respectable des politologues ; ils parlent d'intégration, de citoyenneté, d'État de droit, et dénoncent même ce qu'ils conçoivent comme une forme de colonialisme ou d'impérialisme. Or la domination ethnique ne signifie pas seulement qu'une ethnie est dominée : il y a souvent aussi une ethnie dominante.

Pour les dominés, l'intégration est impossible en dehors des alliances matrimoniales. Celles-ci sont particulièrement difficiles lorsqu'à l'obstacle financier et politique s'ajoutent les intransigeances dogmatiques des religions et des rites ethniques.

Ce type particulier de domination qu'est l'ethnocratie est volontairement ignoré par les médias, mais aussi par des observateurs politiques qui n'hésitent pourtant pas à parler d'ethnocide.

* **Ethnocide ou ethnocratie ?**

Israéliens et Palestiniens vivent une tragédie, mais la situation est loin d'être symétrique. Il existe d'un côté une puissance militaire majeure, soutenue par une superpuissance hégémonique, de l'autre un chapelet d'îlots où subsiste une population isolée et sans défense. Une grande partie de celle-ci vit dans de misérables camps de réfugiés et survit à une occupation militaire qui dure depuis trente-cinq ans, c'est-à-dire le temps d'une génération. Sa condition est comparable à la situation des Noirs d'Afrique du Sud, au temps de l'apartheid : ces groupements humains ne sont que des colonies, même s'ils sont gratifiés de tous les emblèmes d'un État. Si certaines de leurs organisations se sont lancées dans des attentats suicides, qui relèvent assurément du terrorisme, ces actes se déroulent dans un cadre qui n'est pas celui d'une guerre, comme le disent les commentateurs, mais d'une guerre **coloniale**. De plus, l'invasion israélienne de leur territoire, après l'implantation systématique de colonies israéliennes dans ces enceintes, s'ajoutant aux déclarations de Sharon d'introduire dans le pays deux ou trois millions de juifs, ressemble fort à une volonté d'éliminer une population par tous les moyens possibles, voire à un ethnocide.

Le terme est-il trop fort ? Sans doute, une autorité dans le domaine de l'anthropologie, Pierre Clastres, a-t-il utilisé le mot au sujet de la destruction de la culture d'un groupe ethnique. Et il est vraisemblable que l'ethnocide culturel ait été introduit par le monothéisme, car les groupes polythéistes acceptaient l'existence d'autres divinités (2). Depuis, au nom de la religion, mais aussi du progrès ou de l'État, on a éradiqué des milliers de cultures. Tous les peuples connus sont ethnocentriques et, généralement, méprisent les autres. Seuls les monothéistes sont ethnocidaires et la civilisation capitaliste, qu'elle soit libérale comme aux États-Unis ou communiste

comme en Chine, a repris cette vision hiérarchique des cultures: contrairement aux autres sociétés, le mépris ne suffit pas, il faut imposer son mode de vie.

Mais cette définition, trop large, demande à être précisée. A la différence du génocide, extermination physique d'un groupe ethnique, national, religieux ou racial, l'ethnocide peut être défini comme la destruction partielle ou totale de l'organisation politique, sociale, économique et culturelle d'un groupement humain : « L'Histoire pullule d'exemples qui montrent que l'on peut supprimer un groupement humain sans pour autant supprimer physiquement ses membres dès lors que l'on détruit toutes ses formes d'organisation ».

Il est important de clarifier la situation juridique des crimes perpétrés, mais on ne peut s'en tenir là : l'ensemble du contexte social doit être pris en compte, et c'est là que peut se révéler un concept fort utile, celui d'ethnocratie, sans doute forgé par Oren Yiftachel, géographe, Université Ben Gourion de Beer-Sheva (Israël), qui d'ailleurs l'applique à la situation d'Israël

« L'ETHNOCRATIE est un type de régime très répandu à travers le monde, mais il est rarement un objet d'étude dans le champ des sciences sociales. Son objectif principal est de faciliter l'expansion, « l'ethnisation » et la domination d'une nation-ethnie (ou « groupe titulaire ») sur un territoire et un État contestés. On trouve des exemples récents de régimes ethnocratiques au Sri Lanka, en Malaisie, Israël/Palestine, Estonie, Serbie ou Irlande du Nord.

Un régime ethnocratique procède de la combinaison de trois principales forces historiques et politiques en un même temps et un même lieu: (a) la colonisation, mouvement de population qui permet de contrôler un territoire étranger; il peut être externe (vers un autre État ou continent) ou interne (au sein d'un même État); (b) l'ethno-nationalisme, qui s'appuie sur le droit d'auto-détermination nationale pour justifier les vues expansionnistes de la

nation-ethnie dominante; (c) la « logique ethnique » du capital, qui tend à stratifier les groupes ethniques en des ethno-classes par des procédures inéquitable de mobilité des capitaux, d'immigration et de globalisation économique.

De l'action concertée de ces trois forces découlent plusieurs caractéristiques fondamentales dans la plupart des ethnocraties:

- l'ethnicité et, souvent, la religion, déterminent le partage des ressources et des pouvoirs, plutôt que la citoyenneté ;

- la nation ethnique dominante s'approprie l'appareil d'État et donne forme au système politique, aux institutions publiques, à la géographie, à l'économie, à l'immigration, aux lois et à la culture, de façon à étendre et consolider son pouvoir sur l'État et le territoire; la logique ethnique de répartition du pouvoir polarise le corps politique et le système de partis;

- les frontières géopolitiques sont floues et privilégient souvent les membres du groupe ethnique dominant dans la diaspora, au détriment des minorités;

- la ségrégation des « ethno-classes » et la stratification socioéconomique sont essentielles et visent à préserver les frontières géographiques, politiques, économiques et sociales sur une base ethnique.³

Israël n'est pas une démocratie, ce qui signifierait que les institutions étatiques soient gouvernées par l'ensemble des citoyens. Il a en effet été établi une distinction entre « citoyenneté » et « nationalité », qui fait que les Palestiniens ont la citoyenneté mais pas la nationalité; et dans les territoires occupés ils n'ont même pas cette citoyenneté, alors que les occupants israéliens peuvent voter et, en fait, leurs voix changent l'équilibre des forces à l'intérieur du pays. De plus, les Juifs du monde entier ont le droit d'acheter des terrains, ce qui est dénié aux Palestiniens. Ces acquisitions ne deviennent pas propriété d'État, mais propriété inaliénable des juifs du monde.

La société est donc bien assise dans un cadre juridique ethnique et non dans celui d'une démocratie.

La désarabisation s'appuie sur l'idéologie religieuse. On parle de « rédemption de la terre, » ce qui en est la sacralisation. On réécrit l'histoire en parlant d'un « retour » après un « exil forcé » alors que des Juifs demeurèrent en Palestine des siècles après la destruction du Temple.

Le mouvement sioniste a permis la création de la Fondation nationale juive, qui a le droit d'acheter la terre, et aussi d'autres associations. L'Organisation sioniste mondiale/Agence juive fait partie du gouvernement et dispose parfois d'un budget égal à celui de l'État d'Israël, et elle reçoit de cet État d'énormes pouvoirs. Par exemple, elle a eu pour mission d'encourager la natalité, de manière à ce que les juifs aient plus d'enfants que les arabes.

Cette réflexion, appliquée au rapport entre Israël et la Palestine éclaire la situation globale et ouvre les différents axes d'une action constructive (4).

*** Conjuguer l'éthique et l'efficacité**

La situation minoritaire de la mouvance libertaire, ses positions politiques, l'écartent d'office des décisions internationales. C'est aussi un atout. Elle évite ainsi d'être compromise dans une gestion immédiate, dictée par les intérêts des grands. Ainsi libérée, elle a tout loisir de se consacrer à une réflexion sur les grandes questions et à une efficacité sur le long terme. Elle peut se demander, par exemple, s'il est souhaitable de laisser aux générations futures un héritage de conflits.

Une réflexion libertaire se situe hors de la morale et se place dans le champ de l'éthique. La morale, en effet, ne peut se justifier ni par l'évolution des mœurs ni par une décision démocratique ; le décideur doit donc se camoufler sous des valeurs qu'il proclame « essentielles » et qui lui seraient dictées de l'extérieur ; il invoque

les traditions du groupe ou les grandes sources d'inspiration de l'humanité, une divinité transcendante, une substantifique nature humaine, un incontournable droit de l'homme. À ces morales imposées au nom d'un impératif, l'éthique libertaire oppose son propre examen des rapports de forces en présence, elle évalue leur capacité à augmenter l'autonomie des êtres qui y sont impliqués, et elle s'assume comme instance de décision individuelle et collective.

Elle se rappelle aussi, et dans le même temps, que la valeur d'un acte ne tient pas aux seules intentions; elle est fonction de ses conséquences. Le travail constructif est plus fécond que la dénonciation tous azimuts ; et il est plus honnête de s'engager dans son propre lieu de vie que de déplorer ce qui se passe ailleurs.

A court terme, les Français, par exemple, peuvent réclamer l'interdiction des milices privées, tel le Bétar des sionistes 5, pratiquer le boycott des produits d'Israël et lutter contre la désinformation organisée par les belligérants.

Israël connaît aussi des inégalités économiques et sociales, et tout le monde, loin de là, ne profite pas du conflit. Éviter de confondre le peuple avec ses élites économiques, politiques et religieuses est une première étape de la réflexion et de l'action, ne serait-ce que pour ne pas se laisser emporter par la passion.

Nous devons surtout un soutien aux militaires insoumis et aux partisans israéliens et palestiniens d'une entente entre les peuples. Il est temps d'organiser leur défense et de l'exprimer sur la place publique avec la Ligue des Droits de l'homme, avec les Pacifistes, mais aussi avec toutes les associations et personnes actives dans la défense de la dignité humaine. A la passion sadique pour les récits des guerres nous pouvons substituer les épisodes et structures qui constitueraient une histoire de la tolérance. Juifs et Arabes ont des passés fort

honorables qu'ils pourraient redécouvrir. Mais commençons par balayer devant notre porte: luttons sans relâche contre l'antisémitisme et le complexe de supériorité à l'égard des Arabes.

Enfin, à long terme, l'autonomie des personnes sur l'ensemble du territoire palestinien ne peut s'entendre que dans une structure fédérative à laquelle tous participent sur des bases affinitaires plutôt qu'ethniques, même si celles-ci se recoupent souvent. Plutôt que de voir deux populations s'exterminer, n'est-ce pas la seule solution viable ? Le passé ne revient jamais, mais les peuples changent. Qui aurait pu prédire, il y a moins d'un siècle, que des pays comme l'Allemagne et la France échangeaient leurs jeunesses et leurs savoirs, et même qu'ils formeraient une Union supérieure à leurs États respectifs ? Un avenir acceptable n'est possible que s'il est déjà intensément désiré.

Ronald Creagh

1^{er} janvier 2003

(1) *Mother Earth*, New York, vol. I, (March 1906) n° 1, « Atavism ».

(2) Les récits des missionnaires chrétiens sont remplis de narrations sur leurs conflits avec les « sorciers » et autres magiciens, et il suffit de se rendre à Bethléem pour voir les rivalités séculaires de ces divers monothéismes.

(3)

<http://www.liberation.com/omc/dico/germ_ethnocratie.php3>

(4) Le caractère crypto-ethnique des groupes religieux mériterait une longue étude, par exemple au sein des collectivités dominées, comme la Pologne le fut longtemps, ou encore dans les communautés d'immigrants.

(5) En France, par exemple, il est autorisé depuis 1923.